

LUDWIG VON MISES
LA MENTALITÉ ANTICAPITALISTE

Écrits de Ludwig von Mises.

Édition. Leonardo DE VIO.
Conception. Benoît MALBRANQUE.

Parus précédemment :
NATION, ÉTAT ET ÉCONOMIE.
LE SOCIALISME.
LE CALCUL ÉCONOMIQUE EN RÉGIME
SOCIALISTE.

À paraître en 2025 :
LE CHAOS DU PLANISME
LA BUREAUCRATIE.
LE GOUVERNEMENT OMNIPOTENT.
LE LIBÉRALISME.
L'ACTION HUMAINE.
L'INTERVENTIONNISME.
THÉORIE ET HISTOIRE.
LA MENTALITÉ ANTICAPITALISTE.
*LES FONDEMENTS ULTIMES DE LA
SCIENCE ÉCONOMIQUE.
MÉMOIRES (SOUVENIRS D'EUROPE).
POLITIQUE ÉCONOMIQUE. RÉFLEXIONS POUR
AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN.
*MONNAIE, MÉTHODE ET MARCHÉ.
PLANIFIER LA LIBERTÉ ET AUTRES ESSAIS.
*THÉORIE DE LA MONNAIE ET DES
MOYENS DE CIRCULATION.

Les titres précédés d'un astérisque signalent
les traductions inédites de l'Institut Coppet.

*Ces ouvrages ont été conçus et relus par une équipe de bénévoles.
Merci de nous signaler toute faute à l'adresse suivante : icoppet@gmail.com*

LUDWIG VON MISES

LA MENTALITÉ
ANTI-CAPITALISTE

(1956)

Traduit par Hervé de Quengo

*Préface par
Leonardo de Vio*

Institut Coppet
2025

PRÉFACE

Publié en 1956, *La Mentalité anticapitaliste* représente l'une des œuvres les plus singulières de la bibliographie de Ludwig von Mises (1881-1973). En effet, par rapport à ses ouvrages plus strictement économiques, où règne la parfois sévère logique de l'action humaine (ou « praxéologique »), Mises entre ici sur le terrain de la sociologie et de la psychologie, afin de comprendre les origines de la mentalité anticapitaliste. Il ne cherche pas tant à savoir pourquoi le capitalisme fonctionne, mais pourquoi il est tant détesté. L'ambition n'est pas proprement économique — et d'ailleurs le ton s'en ressent, comme le remarquera le lecteur accoutumé aux œuvres économiques de Mises. Elle est, pourraît-on dire, anthropologique, puisqu'elle vise à étudier les motivations de l'anticapitaliste moderne.

Cet anticapitalisme a été diversement expliqué. Pour Mises, l'économie de marché est le seul système social qui ne demande pas aux individus de justifier eux-mêmes leur propre valeur. Contrairement à ce qu'il appelle les « sociétés de statut », qui attribuent à chacun une place fixe dans l'ordre économique, le capitalisme mesure la valeur des individus exclusivement à travers la préférence d'autrui. Le marché est donc un lieu où règne la neutralité morale : ce n'est ni la noblesse des intentions ni le mérite perçu qui sont récompensés, mais bien l'efficacité des résultats, exprimée en termes de profits, par le biais du vote des consommateurs.

Dans sa critique de la méritocratie, Friedrich Hayek décrit cet aspect de la société commercial avec une grande clarté : « Tout cela se ramène à dire que les hommes ne peuvent être libres de décider de leur travail, que si la rémunération qu'ils peuvent en attendre correspond à la valeur que leurs services présentent pour ceux de leurs semblables qui les reçoivent ; et que ces valeurs que leurs services auront pour leurs semblables n'auront souvent aucun rapport avec leurs mérites ou leurs besoins personnels (*Droit, Législation et Liberté*, P.U.F., 2020, p. 464).

En interprétant les choses ainsi, Mises soutient que les individus — intellectuels, artistes, fonctionnaires — qui se croient plus dignes que ce que le marché leur reconnaît, tendent à transformer ce malaise en une critique du capitalisme : il s'agit, en d'autres termes, d'une réaction psychologique à une frustration de statut. Cette frustration, note Mises, n'est pas nécessairement illégitime : elle traduit parfois un besoin de reconnaissance symbolique que le marché, par nature, ne peut satisfaire. Dans cette perspective, le capitalisme n'apparaît pas seulement comme un système économique, mais aussi, peut-être, comme une épreuve morale.

Robert Nozick, dans son essai célèbre *Why Do Intellectuals Oppose Capitalism ?* (1998), approche l'intuition misésienne d'un point de vue sociologique. Nozick part du constat que, statistiquement, les intellectuels sont surreprésentés dans l'ensemble des anticapitalistes. Il explique ce phénomène par une comparaison entre les systèmes d'évaluation

du mérite à l'école et sur le marché : les différences entre les deux expliquent, selon lui, une grande partie de cette opposition. À l'école le mérite est valorisé et mesuré par l'intelligence ; or, les intellectuels — ayant été reconnus comme brillants par une institution centralisée — s'habituent à penser qu'ils ont « *droit* aux plus hautes récompenses que leur société peut offrir et ressentent du *ressentiment* lorsqu'ils ne les reçoivent pas » (*Cato Policy Report*, XX(1), janvier-février 1998, p. 9) Sur le marché, en revanche, comme le souligne Hayek, les grandes récompenses ne vont pas à ceux qui « méritent » le plus, ni à ceux qui possèdent les meilleures qualités littéraires et verbales.

Dans cette perspective, passer d'un ordre d'évaluation hiérarchique et stable à un ordre anonyme et mouvant, où seuls les désirs des consommateurs déterminent le succès ou l'échec, peut nourrir chez certains intellectuels un sentiment de décalage — voire d'injustice —, plus marqué que dans d'autres groupes sociaux. Cette tension, loin d'être purement psychologique, exprime aussi un conflit de valeurs : entre une conception du mérite fondée sur la vérité, et une autre, fondée sur la demande. Il en résulte une tendance critique à l'égard du capitalisme, qui se transmet souvent d'une génération à l'autre : les étudiants, anticipant ces dynamiques, intérieurisent cette distance, renforcée par leurs professeurs, eux-même issus d'un milieu intellectuel majoritairement anticapitaliste.

Mises et Nozick attribuent donc la mentalité anticapitaliste à des causes sociologiques et psycholo-

giques. Une autre explication, de nature historique, est cependant envisageable. Dans *Mind vs. Market: The War Between Intellectuals and Capitalism* (2010), l'historien Alan S. Kahan soutient que l'opposition des intellectuels au capitalisme résulte d'un affrontement entre deux idéaux d'excellence : d'une part, l'idéal aristocratique, fondé sur l'honneur, la vertu et la grandeur morale ; d'autre part, l'idéal bourgeois, fondée sur la prudence, la productivité et l'intérêt personnel. Selon lui, les intellectuels seraient, en quelque sorte, les « derniers aristocrates », pour quatre raisons : 1° leur instruction supérieure et leur attachement à la libéralité, au sens ancien du terme, celui de l'homme libre, non assujetti au système capitaliste ; 2° leur langage spécifique, fondé sur la rationalité argumentative ; 3° leur « mentalité bohémienne », fondé sur l'orgueil de l'indépendance et l'autonomie, y compris à l'égard de l'autorité des consommateurs ; 4° enfin, leur vocation morale, car, de droite comme de gauche, capitalistes comme anticapitalistes, les « intellectuels parlent d'une voie morale ».

Or, lorsque le « pacte bourgeois » (Deirdre N. McCloskey) a affirmé que travailler pour le profit était moralement équivalent au fait de travailler pour d'autres raisons, les aristocrates — puis les intellectuels — ont perdu la légitimité de leur position. Ils se sentent mis à l'écart, isolés du reste de la société, et sont incapables de former une véritable conscience de classe. Selon Kahan, ce double mouvement serait à l'origine « du mépris des intellectuels pour le capitalisme ».

Contrairement à Mises, mais à l'instar de Joseph Schumpeter, Kahan estime toutefois que ce phénomène est à la fois irréversible et, dans une certaine mesure, bénéfique. Selon lui, les intellectuels ne peuvent ni disparaître ni cesser d'exercer leur critique du capitalisme ; leur véritable tâche consiste donc non à abolir le système, mais à lui fournir ce qui lui manque : une morale. Mises aurait sans doute répondu qu'il s'agit là du prix de la civilisation, mais c'est un autre sujet.

Enfin, Hayek dans *The Intellectuals and Socialism* (1949), ajoute une quatrième dimension. L'intellectuel, au sens hayékienn, n'est pas tant créateur qu'un « diffuseur d'idées toutes faites » : journalistes, enseignants, écrivains, artistes, chroniqueurs. Ce sont eux qui filtrent et transmettent les idées aux masses et aux décideurs, qui finissent par adopter certaines idées plutôt que d'autres. Les intellectuels forment le climat intellectuel qui conditionne les décisions futures et, par conséquent, ce que les décideurs interprètent comme conflits d'intérêt, sont en réalité, originellement, des batailles d'idées déjà tranchées.

Pour Hayek, ce n'est ni par « intérêt » ni par « de viles intentions » que les intellectuels croient ce qu'ils défendent. Ils tendent vers le socialisme pour quatre raisons : 1° ils sont portés par des motivations morales (justice, égalité, altruisme) que le socialisme incarne plus explicitement que le libéralisme ; 2° ils sont séduits par l'abstraction et la cohérence systématique des doctrines socialistes ; 3° ils manquent de contact direct avec les réalités économiques ; 4° enfin, les esprits les plus brillants

favorables au capitalisme se tournent vers des carrières concrètes, tandis que les socialistes trouvent dans l'activité intellectuelle un espace d'influence distinct du marché qu'ils rejettent.

Après avoir étudié ces explications, une question demeure : que faire ? Faut-il, avec Schumpeter, accepter que « le capitalisme court à sa perte puisqu'il donne naissance à une mentalité d'objecteurs qui, après avoir détruit l'autorité morale de multiples institutions non capitalistes, en vient à se tourner contre les propres institutions de ce régime » ? (*Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1963, p. 200.) Faut-il, avec Mises, livrer la bataille sur le marché des idées ? Ou, avec Kahan, tenter de résoudre cette guerre par une sorte d'armistice moral, où les intellectuels proposent des cadres moraux sans attaquer les institutions du capitalisme ? Ou encore, avec Hayek, redonner du brio intellectuel à la pensée libérale, afin qu'elle redevienne une cause vivante ?

Nous laissons le lecteur répondre à ces fascinantes questions. Elles forcent en tout cas à reconnaître l'éternelle puissance des idées.

Leonardo de Vio
Institut Coppet

LA MENTALITÉ ANTI-CAPITALISTE

INTRODUCTION

Le remplacement des méthodes de gestion économique pré-capitalistes par le capitalisme de laissez-faire a multiplié les chiffres de la population et élevé d'une manière sans précédent le niveau de vie moyen. Une nation est aujourd'hui d'autant plus prospère qu'elle a le moins tenté de placer des obstacles sur la voie de l'esprit de l'initiative privée et de la libre entreprise. Les habitants des États-Unis sont plus prospères que ceux de tous les autres pays parce que leur gouvernement s'est engagé plus tard que les autres dans une politique d'obstruction de l'économie. Néanmoins, de nombreuses personnes, en particulier chez les intellectuels, haïssent violemment le capitalisme. Selon elles cet abominable mode d'organisation économique de la société n'aurait apporté que le mal et la misère. À les entendre, les hommes étaient autrefois, au bon vieux temps qui précédait la Révolution Industrielle, heureux et prospères. Désormais, sous le régime capitaliste, l'immense majorité serait constituée de pauvres affamés, exploités sans pitié par de farouches individualistes. Pour ces vauriens rien ne compterait en dehors des intérêts sonnants et trébuchants. Ils ne créeraient pas de bonnes choses véritablement utiles mais uniquement ce qui rapporte

les plus gros profits. Ils empoisonneraient d'une part les corps par des boissons alcooliques et par le tabac, d'autre part les âmes et les esprits par des tabloïdes, des livres lubriques et des films idiots. La « superstructure idéologique » du capitalisme serait constituée par une littérature de la décrépitude et de l'avilissement, par les revues déshabillées, l'art du striptease, les films d'Hollywood et les romans policiers.

Le parti pris et le sectarisme de l'opinion publique se manifestent le plus clairement dans le fait qu'elle attache exclusivement l'épithète « capitaliste » aux choses abominables, jamais à celles que tout le monde approuve. Comment le moindre bien pourrait-il sortir du capitalisme ! Les choses de valeur ont été produites en dépit de lui, tandis que les choses mauvaises constituent les résultats de sa mise en œuvre.

L'objet de cet essai est d'analyser ce préjugé anti-capitaliste ainsi que de mettre à jour ses racines et ses conséquences.

1.

LA CARACTÉRISTIQUE SOCIALE DU CAPITALISME ET LES CAUSES PSYCHOLOGIQUES DE SA DIABOLISATION

1. Le consommateur souverain

Le trait caractéristique du capitalisme moderne est la production de masse de biens destinés à la consommation des masses. Le résultat en est une tendance à l'amélioration continue du niveau de vie moyen, à un enrichissement croissant pour le grand nombre. Le capitalisme déprolétarise « l'homme ordinaire » et l'élève au rang de « bourgeois ».

Sur le marché d'une société capitaliste, l'homme ordinaire est le consommateur souverain qui, par ses achats ou son abstention, détermine au final ce qui doit être produit, en quelles quantités et à quelle qualité. Les magasins et les usines qui s'occupent exclusivement ou de façon prépondérante de la demande des citoyens les plus riches en produits de luxe raffinés ne jouent qu'un rôle secondaire dans le cadre économique de l'économie de marché. Ils n'atteignent jamais la taille d'une grande entreprise. Les grandes entreprises servent toujours — directement ou indirectement — les masses.

C'est cette ascension de la multitude qui constitue le changement social radical provoqué par la Révolution industrielle. Les sous-fifres qui, au cours

de toutes les époques passées, formaient les cohortes d'esclaves et de serfs, de pauvres et de mendians, sont devenus le public acheteur dont les hommes d'affaires se disputent les faveurs. Ils constituent les clients qui ont « toujours raison », les patrons qui ont le pouvoir de rendre riches de pauvres fournisseurs et pauvres de riches fournisseurs.

Dans la structure d'une économie de marché non sabotée par les remèdes de charlatan des gouvernements et des politiciens, il n'y a pas de grands manitous ou de grands seigneurs qui maintiennent le peuple en soumission, qui collectent des tributs et des impôts, et qui festoient avec éclat pendant que les serfs doivent se contenter des miettes. Le système du profit rend prospères les gens qui ont réussi à satisfaire les demandes du peuple de la meilleure manière et au meilleur prix. La richesse ne peut être acquise qu'en se mettant au service des consommateurs. Les capitalistes perdent leurs fonds dès qu'ils n'arrivent pas à investir dans les branches où ils satisfont au mieux les demandes du public. Dans un plébiscite répété chaque jour, dans lequel chaque centime donne un droit de vote, les consommateurs déterminent qui doit posséder et qui doit diriger les usines, les magasins et les fermes. Le contrôle des moyens matériels de production est une fonction sociale soumise à confirmation ou à révocation de la part des consommateurs souverains.

C'est ce que veut dire le concept moderne de liberté. Chaque adulte est libre de mener sa vie selon

ses propres plans. Il n'est pas forcé de vivre en conformité avec le projet d'une autorité planificatrice faisant respecter son projet unique par la police, c'est-à-dire par l'appareil social de coercition et de contrainte. Ce qui restreint la liberté individuelle, ce n'est pas la violence ou la menace de violence des autres, mais la structure physiologique de son propre corps et la rareté in vit able, due 脿 la nature, des facteurs de production. Il est 脡vident que la liberté d'action de l'homme, pour ce qui est de donner forme 脿 son destin, ne peut jamais dépasser les limites tracées par ce qu'on appelle les lois de la nature.

 tablir ces faits ne revient pas 脿 justifier la liberté individuelle du point de vue d'une quelconque norme absolue ou d'une quelconque idée métaphysique. Ce faisant, on n'exprime aucun jugement sur les doctrines en vogue des avocats du totalitarisme, qu'ils soient « de droite » ou « de gauche ». On ne discute pas de leurs affirmations selon lesquelles les masses seraient trop stupides et trop ignorantes pour savoir ce qui servirait au mieux leurs « véritables » besoins et intérêts, et nécessiteraient donc un gardien, le gouvernement, de peur qu'elles ne se fassent du tort 脿 elles-mêmes. On n'examine pas non plus en détail, lorsqu'on 茅tablit ces faits, les affirmations prétendant qu'il existerait des surhommes disponibles pour tenir une telle place de gardien.

2. La nécessité d'une amélioration économique

Dans un régime capitaliste, l'homme ordinaire jouit de commodités qui, dans le passé, étaient inconnues et donc inaccessibles même aux plus riches. Mais, bien entendu, ces automobiles, ces postes de télévision et ces réfrigérateurs ne rendent pas un homme heureux. Au moment où il les acquiert, il peut se sentir plus heureux qu'il ne l'était auparavant. Mais dès que ses désirs sont satisfaits, de nouveaux désirs apparaissent. Telle est la nature humaine.

Peu d'Américains ont pleinement conscience du fait que leur pays jouit du plus haut niveau de vie et que le mode de vie de l'Américain moyen apparaît fabuleux et hors de portée à l'immense majorité des habitants des pays non capitalistes. De nombreuses personnes rabaisseント ce qu'elles ont et pourraient acquérir, et réclament les choses qui leur sont inaccessibles. Il serait stérile de se lamenter sur cet appétit insatiable pour toujours plus de biens. Cet appétit est précisément l'impulsion qui conduit l'homme vers le chemin de l'amélioration économique. Se contenter de ce que l'on a déjà et de ce que l'on pourrait facilement obtenir, et s'abstenir sans réaction de toute tentative d'améliorer sa propre situation matérielle, ne constitue pas une vertu. Une telle attitude est plus celle du comportement animal que d'êtres humains raisonnables. Le trait le plus caractéristique de l'homme est qu'il ne cesse jamais d'essayer d'améliorer son bien-être par une activité réfléchie, ayant un but précis.

Toutefois, ces tentatives doivent être adaptées au but poursuivi. Elles doivent pouvoir conduire aux effets espérés. L'erreur de la plupart de nos contemporains n'est pas qu'ils ont passionnément envie d'une quantité plus grande de divers biens, mais qu'ils choisissent des moyens inappropriés pour parvenir à cette fin. Ils sont trompés par des idéologies fallacieuses. Ils donnent leur préférence à des politiques contraires à leurs intérêts vitaux, *correctement compris*. Trop obtus pour voir les inévitables conséquences *à long terme* de leur comportement, ils prennent plaisir aux effets passagers et à court terme. Ils défendent des mesures qui doivent finalement conduire à un appauvrissement généralisé, à la désintégration de la coopération sociale due au principe de la division du travail, et à un retour à la barbarie.

Il n'y a qu'une façon disponible pour améliorer la condition matérielle de l'humanité : accélérer la croissance du capital accumulé par rapport à la croissance de la population. Plus la quantité de capital investi par travailleur est grande, plus il y aura de biens pouvant être produits et consommés et meilleurs ils seront. Voilà ce que le capitalisme, ce système tant insulté du profit, a apporté et apporte chaque jour à nouveau. Et pourtant la plupart des gouvernements et des partis politiques actuels souhaitent détruire ce système.

Pourquoi haïssent-ils tous le capitalisme ? Pourquoi, alors qu'ils bénéficient du bien-être que le capitalisme leur a accordé, jettent-ils des coups d'œil envieux en direction du « bon vieux temps »

du passé et de la situation misérable de l'ouvrier russe d'aujourd'hui ?

3. Société de statut et capitalisme

Avant de répondre à cette question, il est nécessaire de mettre en relief le trait caractéristique du capitalisme par rapport à une société de statut.

Il est assez habituel de comparer les entrepreneurs et les capitalistes de l'économie de marché aux aristocrates d'une société de statut. La base de cette comparaison réside dans les richesses relatives des deux groupes par rapport à la situation relativement délicate du reste de la population. Toutefois, en ayant recours à cette comparaison, on n'arrive pas à comprendre la différence fondamentale entre les riches aristocrates et les riches capitalistes ou « bourgeois ».

La richesse d'un aristocrate n'est pas un phénomène du marché ; elle n'a pas pour origine l'approvisionnement des consommateurs et ne peut pas être retirée ou même modifiée par une quelconque action de la part du public. Elle provient de la conquête, ou de la largesse d'un conquérant. Elle peut prendre fin en raison de la révocation du donneur ou par une éviction violente de la part d'un autre conquérant, ou elle peut encore être dissipée par la prodigalité. Le seigneur féodal n'est pas au service des consommateurs et il est protégé contre le mécontentement du peuple.

Les entrepreneurs et les capitalistes doivent leur richesse au peuple qui se fournit chez eux. Ils la

perdent inévitablement dès que d'autres individus les supplantent en servant mieux, ou à meilleur marché, les consommateurs.

Le but de cet essai n'est pas de décrire les conditions historiques ayant conduit aux institutions de classe ou de statut, instaurant la subdivision des peuples en groupes héréditaires avec différents rangs, différents droits, différents titres ainsi que des priviléges ou des handicaps reconnus par la loi. La seule chose qui compte pour nous est le fait que la préservation de ces institutions féodales était incompatible avec le système capitaliste. Leur abolition et la mise en place du principe d'égalité devant la loi éliminèrent les barrières qui empêchaient l'humanité de jouir de tous les bénéfices que le système de la propriété privée des moyens de production et de l'entreprise privée rend possible.

Dans une société reposant sur le rang, le statut ou la caste, la place d'un individu dans la vie est fixée. Il naît dans une certaine situation et sa position dans la société est déterminée rigoureusement par les lois et les coutumes qui assignent à chaque membre de son rang des priviléges et des devoirs donnés, ou lui infligent des désavantages déterminés. Une chance ou une malchance extraordinaire peut dans certains rares cas éléver un individu à un niveau supérieur ou le rabaisser à un rang inférieur. Mais, en règle générale, la situation des membres d'un ordre ou d'un rang donnés ne peut s'améliorer ou se dégrader que suite à un changement des conditions de tout le groupe. L'individu n'est pas en premier lieu le citoyen d'une nation ; il est le

membre d'une condition, d'un état (*Stand*), et c'est uniquement en tant que tel qu'il est indirectement intégré au corps de sa nation. Lorsqu'il entre en contact avec un compatriote d'un autre rang, il ne ressent aucun lien de communauté. Il ne perçoit que le gouffre qui le sépare du statut de l'autre. La diversité se reflétait tout autant dans les usages linguistiques et vestimentaires. Dans *l'ancien régime*¹, les aristocrates européens parlaient de préférence français. Le tiers-état utilisait la langue vernaculaire, alors que les classes les plus basses de la population urbaine et les paysans s'accrochaient à des jargons, argots et dialectes locaux, souvent incompréhensibles aux gens instruits. Les divers rangs sociaux s'habillaient différemment. Personne ne pouvait se tromper sur le rang d'un étranger qu'il voyait quelque part. La critique principale faite au principe de l'égalité devant la loi par les panégyristes du bon vieux temps est qu'il a aboli les priviléges de rang et de dignité. Il a, disent-ils, « atomisé » la société, dissous ses divisions « organiques » en masses « amorphes ». Les « bien trop nombreux » sont désormais tout-puissants et leur matérialisme médiocre a remplacé les nobles critères des âges révolus. L'argent est roi. Des gens plutôt sans valeur jouissent des richesses et de l'abondance, alors que des gens méritants et de valeur partent les mains vides.

Cette critique suppose implicitement que dans *l'ancien régime* les aristocrates se distinguaient par

¹ En français dans le texte. NdT.

leur vertu et qu'ils devaient leur rang et leurs revenus à leur supériorité morale et culturelle. Il n'est guère nécessaire de discréder cette fable. Sans exprimer le moindre jugement de valeur, l'historien ne peut s'empêcher de souligner que la haute aristocratie des principaux pays européens descendait de soldats, de courtisans et de courtisanes qui, dans leurs batailles religieuses et constitutionnelles du XVI^e et XVII^e siècles, s'étaient habilement mis du côté du parti sorti vainqueur dans leurs pays respectifs.

Alors que les ennemis conservateurs et « progressistes » du capitalisme sont en désaccord en ce qui concerne l'estimation des anciennes normes, ils sont pleinement d'accord pour condamner les normes de la société capitaliste. Selon eux, ce ne sont pas ceux qui méritent le plus de leurs semblables qui obtiennent la richesse et le prestige, mais des gens sans valeur. Les deux groupes prétendent chercher à substituer des méthodes de « répartition » plus justes à celles manifestement injustes ayant cours avec le capitalisme de laissez-faire.

Or, personne n'a jamais prétendu qu'avec le capitalisme sans entraves ceux qui réussissent le mieux sont ceux qui, du point de vue de normes de valeur éternelles, devraient avoir la préférence. La démocratie capitaliste du marché ne conduit pas à récompenser les gens selon leurs « véritables » mérites, leur valeur naturelle et leur distinction morale. Ce qui rend un homme plus ou moins prospère n'est pas l'évaluation de sa contribution à

partir d'un principe « absolu » de justice, mais l'évaluation de la part de ses semblables, qui appliquent exclusivement la mesure de leurs besoins, désirs ou fins personnels. C'est précisément cela que signifie le système démocratique du marché. Les consommateurs sont tout-puissants — c'est-à-dire souverains. Ils veulent être satisfaits.

Des millions de gens aiment boire du Pinkapinka, boisson préparée par la compagnie mondiale Pinkapinka. Des millions apprécient les romans policiers, les films à suspense, les tabloïdes, les combats de taureaux, la boxe, le whisky, les cigarettes, le chewing-gum. Des millions votent pour des gouvernements désireux de s'armer et de faire la guerre. C'est pourquoi les entrepreneurs qui fournissent de la meilleure manière possible et au meilleur prix toutes les choses nécessaires à la satisfaction de ces désirs réussissent à être riches. Ce qui compte dans le cadre d'une économie de marché, ce ne sont pas des jugements de valeur théoriques, mais les évaluations que manifestent réellement les gens en achetant ou en n'achetant pas.

Au ronchon qui se plaint de l'injustice du système de marché, on ne peut donner qu'un conseil : Si vous voulez acquérir la richesse, essayez donc de satisfaire le public en lui offrant quelque chose à meilleur marché ou qu'il préférera. Essayez de remplacer le Pinkapinka en composant une autre boisson. L'égalité devant la loi vous donne le pouvoir de défier n'importe quel millionnaire. C'est — dans un marché non saboté par des restrictions imposées par le gouvernement — uniquement de

votre faute si vous ne devancez pas le roi du chocolat, la star de cinéma ou le champion de boxe.

Mais si, aux richesses que vous pourriez peut-être obtenir en vous lançant dans le commerce des vêtements ou dans la boxe professionnelle, vous préférez la satisfaction que vous retirez de l'écriture de poésie ou de philosophie, vous êtes libres de le faire. Bien sûr, vous ne gagnerez alors pas autant d'argent que ceux qui se sont mis au service de la majorité. Telle est la loi de la démocratie économique du marché. Ceux qui satisfont les désirs d'un petit nombre de personnes récoltent moins de voix — de dollars — que ceux qui satisfont les souhaits du plus grand nombre. Pour ce qui est de gagner de l'argent, la star de cinéma devance le philosophe et le fabricant de Pinkapinka le compositeur de symphonies.

Il est important de comprendre que l'occasion d'entrer en concurrence pour obtenir les récompenses que la société a à offrir est une institution sociale. Elle ne peut éliminer ou soulager les handicaps innés que la nature a infligés à de nombreuses personnes. Elle ne peut rien changer au fait que beaucoup sont nés malades ou deviennent infirmes plus tard dans leur vie. L'équipement biologique d'un homme réduit de manière absolue le domaine dans lequel il peut servir. La classe de ceux qui sont capables de réfléchir par eux-mêmes est séparée par un gouffre infranchissable de la classe de ceux qui en sont incapables.

4. Le ressentiment de l'ambition frustrée

Nous pouvons maintenant essayer de comprendre pourquoi les gens dénigrent le capitalisme.

Dans une société basée sur la caste et le statut, l'individu peut imputer un destin défavorable à des conditions situées au-delà de son propre contrôle. Il est un esclave parce que les pouvoirs surhumains déterminant l'avenir tout entier lui ont donné ce rang. Son humilité n'est pas de sa faute, et il n'a pas de raison d'en avoir honte. Sa femme ne peut lui reprocher sa situation. Si elle lui disait : « Pourquoi n'es-tu pas duc ? Si tu étais duc, je serais duchesse, » il pourrait répondre : « Si j'étais né fils de duc, je ne me serais pas marié avec toi, une fille d'esclave, mais avec la fille d'un autre duc ; si tu n'es pas une duchesse, c'est exclusivement de ta propre faute ; pourquoi n'as-tu pas été plus habile dans le choix de tes parents ? »

C'est une tout autre histoire dans un régime capitaliste. Dans ce cas, la situation dans la vie de chacun dépend de lui seul. Celui dont les ambitions n'ont pas été pleinement assouvies sait très bien qu'il a raté des occasions, que ses semblables l'ont essayé et l'ont trouvé déficient. Quand sa femme lui reproche : « Pourquoi ne gagnes-tu que huit dollars par semaine ? Si tu étais aussi dégourdi que ton ancien copain Paul, tu serais chef d'équipe et jouirais d'une vie meilleure », il prend conscience de sa propre infériorité et se sent humilié.

La dureté du capitalisme, dont on a tant parlé, réside dans le fait qu'il traite chacun selon sa con-

tribution au bien-être de ses semblables. La domination du principe, à *chacun selon ses réalisations*, ne permet aucune excuse aux défauts personnels. Tout un chacun sait très bien qu'il y a des gens comme lui qui ont réussi là où lui a échoué, et que ceux qu'il envie sont des *self-made-men* qui ont débuté au même point que lui. Pire, il sait que tous les autres le savent aussi. Il lit dans les yeux de sa femme et de ses enfants le reproche silencieux : « Pourquoi n'as-tu pas été plus dégourdi ? » Il voit comment les gens admirent ceux qui ont plus de succès que lui et regardent avec mépris ou avec pitié son propre échec.

Ce qui fait que beaucoup de gens sont malheureux dans un régime capitaliste, c'est que le capitalisme donne à chacun l'occasion d'atteindre les postes les plus désirables qui, bien sûr, ne peuvent être obtenus que par quelques-uns. Quoi qu'un homme ait pu gagner pour lui-même, ce n'est qu'une faible fraction de ce que son ambition le poussait à gagner. Il y a toujours devant ses yeux des gens qui ont réussi là où il a échoué. Il y a des individus qui l'ont devancé et envers lesquels, dans son inconscient, il nourrit des complexes d'infériorité. C'est l'attitude du vagabond envers l'homme qui a un travail régulier, de l'ouvrier envers le contremaître, du cadre envers le vice-président, du vice président envers le président de la compagnie, de l'homme qui vaut trois cent mille dollars envers le millionnaire, etc. La confiance en soi et l'équilibre mental de chacun sont sapés par le spectacle de ceux qui ont fait preuve de plus grandes capacités

et aptitudes. Tout le monde est conscient de sa propre défaite et de sa propre insuffisance.

C'est Justus Möser qui a inauguré la longue liste des auteurs allemands rejetant radicalement les idées « occidentales » des Lumières et la philosophie sociale du rationalisme, de l'utilitarisme et du laissez-faire, tout autant que les politiques prônées par ces écoles de pensée. L'un des nouveaux principes qui provoquait l'ire de Möser était la demande que la promotion des officiers de l'armée et des fonctionnaires civils dépende du mérite et de l'aptitude personnels au lieu de dépendre de l'ascendance et de la noblesse du lignage du titulaire, de son âge et de la durée de son service. La vie dans une société où le succès dépendrait exclusivement du mérite personnel serait, selon Möser, tout simplement insupportable. La nature humaine étant ce qu'elle est, tout le monde est enclin à surestimer sa propre valeur et ses propres mérites. Si la position d'un homme dans la vie est conditionnée par des facteurs autres que son excellence intrinsèque, ceux qui restent au bas de l'échelle peuvent accepter ce résultat et, connaissant leur valeur, conserver encore leur dignité et leur estime de soi. Mais il va autrement si seul le mérite décide. Ceux qui échouent se sentent alors humiliés et insultés. La haine et l'hostilité envers tous ceux qui les ont supplantés doit en résulter¹.

¹ Möser, *No Promotion According to Merit*, publié pour la première fois en 1772. (*Sämmliche Werke*, de Justus Möser, éd. B.R. Abeken, Berlin, 1942, Vol. II, pp. 187-191.)

Le système capitaliste des prix et du marché constitue une telle société où le mérite et les réalisations déterminent le succès ou l'échec d'un homme. Quoi que l'on puisse penser du préjugé de Möser contre le principe du mérite, on doit admettre qu'il avait raison en décrivant l'une de ses conséquences psychologiques. Il avait compris les sentiments de ceux que l'on avait essayés et trouvé insuffisants.

Afin de se consoler et de restaurer sa confiance en soi, un tel homme cherche un bouc émissaire. Il essaie de se persuader qu'il a échoué sans en être responsable. Il est au moins aussi brillant, efficace et travailleur que ceux qui l'éclipsent. Malheureusement, cet infâme ordre social dans lequel nous vivons n'accorde pas ses récompenses aux hommes les plus méritants ; il couronne le coquin malhonnête et sans scrupules, l'escroc, l'exploiteur, le « farouche individualiste ». C'est son honnêteté qui l'a fait échouer. Il était trop brave pour recourir aux astuces auxquelles ses rivaux à succès doivent leur influence. Les conditions étant ce qu'elles sont avec le capitalisme, un homme est obligé de choisir entre la vertu et la pauvreté d'une part, le vice et les richesses de l'autre. Lui, Dieu merci, a choisi la première possibilité et rejeté la seconde.

Cette recherche d'un bouc émissaire est l'attitude de ceux qui vivent dans un ordre social traitant chacun selon sa contribution au bien-être de ses semblables et où donc chacun est à l'origine de sa propre fortune. Dans une telle société, tout membre dont les ambitions n'ont pas été pleinement satisfaites s'indigne de la richesse de ceux qui ont mieux

réussi que lui. Le faible d'esprit exprime ces sentiments par la calomnie et la diffamation. Les plus sophistiqués ne cèdent pas à la calomnie personnelle. Ils subliment leur haine en une philosophie, la philosophie de l'anti-capitalisme, afin de rendre inaudible la voix intérieure qui leur dit que leur échec est entièrement de leur faute. Leur fanatisme pour ce qui est de défendre leur critique du capitalisme est précisément dû au fait qu'ils luttent contre leur propre prise de conscience de sa fausseté.

La souffrance résultant d'une ambition frustrée est particulière aux personnes vivant dans une société d'égalité devant la loi. Elle n'est pas causée par cette égalité devant la loi, mais par le fait que, dans une telle société, l'inégalité des hommes en ce qui concerne les capacités intellectuelles, la volonté et la mise en œuvre devient visible. Le gouffre qui sépare ce qu'un homme est et accomplit de ce qu'il pense quant à ses propres capacités et accomplissements est révélé sans pitié. Les rêveries d'un monde « juste » qui les traiteraient en fonction de leur « véritable valeur » constituent le refuge de tous ceux qui sont victimes d'un manque de connaissance d'eux-mêmes.

5. Le ressentiment des intellectuels

L'homme ordinaire n'a en règle générale pas l'occasion de fréquenter ceux qui ont mieux réussi que lui. Il évolue dans le cercle des autres gens ordinaires. Il ne rencontre jamais son patron en société. Il n'apprend jamais au cours de son expé-

rience personnelle en quoi un entrepreneur ou un cadre dirigeant est différent en ce qui concerne toutes les capacités et facultés requises pour servir avec succès le consommateur. Son envie et le ressentiment qu'elle engendre ne sont pas dirigés contre des personnes de chair et de sang, mais contre de pâles abstractions comme « le patronat », « le capital » et « Wall Street ». Il est impossible d'exécrer une telle ombre vague avec les mêmes sentiments amers que l'on peut nourrir contre un de ses semblables que l'on rencontre tous les jours.

Il en va différemment avec ceux dont la situation spécifique de leur métier ou de leur affiliation familiale les met en contact personnel avec les vainqueurs des récompenses qui — d'après ce qu'ils croient — auraient dû leur revenir de droit. Chez eux, les sentiments de l'ambition frustrée deviennent particulièrement intenses parce qu'ils engendrent la haine envers des êtres vivants concrets. Ils dénigrent le capitalisme parce que ce dernier a donné à tel autre homme le poste qu'ils auraient aimé avoir pour eux-mêmes.

Telle est la situation de ceux que l'on appelle communément les intellectuels. Prenons l'exemple des médecins. La routine et l'expérience quotidiennes font savoir à chaque docteur qu'il existe une hiérarchie dans laquelle tous les médecins sont classés selon leurs mérites et leurs accomplissements. Ceux qui sont plus éminents que lui, ceux dont il doit apprendre et pratiquer les méthodes et les innovations afin de se mettre à la page, étaient ses condisciples à l'école de médecine, ont travaillé

comme internes avec lui, participent avec lui aux assemblées des associations médicales. Il les rencontre au chevet des patients ainsi que dans les réunions sociales. Certains d'entre eux sont ses amis personnels ou ses parents, et tous se conduisent envers lui avec la plus grande politesse et le considèrent comme un cher confrère. Mais ils le dominent de haut aux yeux du public et également souvent en ce qui concerne le revenu. Ils l'ont dépassé et font désormais partie d'une autre classe d'hommes. Quand il se compare à eux, il se sent humilié. Mais il doit se surveiller soigneusement de crainte que quelqu'un remarque son ressentiment et son envie. Même la plus petite indication de tels sentiments serait considérée comme des mauvaises manières et le déconsidérerait aux yeux de tous. Il doit ravalier son humiliation et détourner sa colère sur une cible de remplacement. Il met en accusation l'organisation économique de la société, l'abominable système qu'est le capitalisme. Sans ce régime injuste, ses capacités et ses talents, son ardeur et ses accomplissements lui auraient apporté les riches récompenses qu'il mérite.

Il en va de même avec de nombreux avocats et enseignants, artistes et acteurs, écrivains et journalistes, architectes et chercheurs, ingénieurs et chimistes. Eux aussi se sentent frustrés parce qu'ils sont vexés de l'ascendance de leurs collègues connaissant plus de succès, de leurs anciens camarades d'école. Leur ressentiment est renforcé par les codes de conduite et d'éthique de leur profession,

qui jettent un voile de camaraderie et de confraternité sur la réalité de la concurrence.

Pour comprendre la détestation que l'intellectuel nourrit envers capitalisme, il faut se rendre compte que ce système est incarné dans son esprit par un certain nombre de confrères dont il ressent le succès et qu'il rend responsables de la frustration de ses propres grandes ambitions. Son rejet passionné du capitalisme n'est qu'un simple masque destiné à cacher sa haine à l'encontre de certains « collègues » à succès.

6. Le parti pris anti-capitaliste des intellectuels américains

Le parti pris anti-capitaliste des intellectuels n'est pas un phénomène limité à un seul ou à quelques pays. Mais il est plus généralisé et plus amer aux États-Unis que dans les pays européens. Pour expliquer ce fait plutôt surprenant, il faut traiter de ce qu'on appelle la « haute société » ou également, en français, « *le monde* ».

En Europe, la « haute société » inclut tous les gens éminents de n'importe quelle sphère d'activité. Des hommes d'État et des dirigeants parlementaires, les chefs de divers services de fonctionnaires, les éditeurs et directeurs des principaux journaux et magazines, les écrivains de renom, les scientifiques, les artistes, les acteurs, les musiciens, les ingénieurs, les avocats et les médecins forment avec les hommes d'affaires éminents et les descendants des familles aristocratiques et patriciennes ce que l'on

considère comme étant la bonne société. Ils se retrouvent en contact les uns avec les autres au cours de dîners et de thés, de bals et de ventes de charité, de premières et de vernissages ; ils fréquentent les mêmes restaurants, hôtels et lieux de vacances. Quand ils se rencontrent, ils prennent plaisir à converser sur des sujets intellectuels, entretenant un mode de relations sociales développé pour la première fois dans l'Italie de la Renaissance, perfectionné dans les salons parisiens et imité plus tard par la « haute société » de toutes les villes importantes de l'Europe occidentale et centrale. De nouvelles idées et idéologies obtiennent un écho dans ces réunions sociales avant de commencer à influencer des cercles plus larges. On ne peut pas traiter de l'histoire des beaux arts et de la littérature au XIX^e siècle sans analyser le rôle joué par la « haute société » pour ce qui était d'encourager ou de décourager leurs protagonistes.

L'accès à la société européenne est ouvert à tous ceux qui se sont distingués dans un domaine quelconque. Il est peut-être plus facile à des gens d'ascendance noble et de grande fortune qu'à des roturiers disposant de modestes revenus. Mais ni les richesses ni les titres ne peuvent donner à un membre de ce milieu le rang et le prestige qui constituent la récompense d'une grande distinction personnelle. Les vedettes des salons parisiens ne sont pas les millionnaires mais les membres de l'Académie française. Les intellectuels prédominent et les autres font au moins semblant d'éprouver un vif intérêt pour les affaires intellectuelles.

La haute société dans cette acception est étrangère au tableau américain. Ce qu'on appelle la « haute société » aux États-Unis est presque exclusivement constituée de riches familles. Il y a peu de relations sociales entre les hommes d'affaires à succès et les auteurs, artistes et scientifiques éminents de la nation. Les gens figurant dans la liste donnée par le « *Registre Social* »¹ ne rencontrent pas ceux qui font l'opinion publique, ni les précurseurs des idées qui détermineront l'avenir de la nation. La plupart des personnalités en vue dans la haute société ne s'intéressent ni aux livres ni aux idées. Quand elles se rencontrent et ne jouent pas aux cartes, elles s'échangent des potins et parlent plus de sport que de sujets culturels. Mais même ceux qui ne sont pas hostiles à la lecture considèrent les écrivains, les scientifiques et les artistes comme des gens qu'ils ne voudraient pas fréquenter. Un gouffre presque insurmontable sépare la « haute société » des intellectuels.

On peut expliquer l'émergence de cette situation par l'histoire. Mais une telle explication ne change pas les faits. Elle ne peut pas non plus éliminer ou atténuer le ressentiment avec lequel les intellectuels réagissent au mépris dans lequel ils sont tenus par les membres de « la haute ». Les auteurs ou scientifiques américains sont enclins à considérer le riche homme d'affaires comme un barbare, comme un homme exclusivement préoccupé à gagner de

¹ Le *Social Register* est un peu le bottin mondain d'une ville.
NdT

l'argent. Le professeur méprise les anciens élèves qui s'intéressent plus à l'équipe de football de l'université qu'aux hauts faits de l'enseignement de cette dernière. Il se sent insulté quand il apprend que l'entraîneur touche un salaire plus élevé qu'un éminent professeur de philosophie. Les hommes dont la recherche a donné lieu à de nouvelles méthodes de production détestent les hommes d'affaires qui s'intéressent uniquement à la valeur monétaire de leur travail de recherche. Il est très significatif qu'un si grand nombre de chercheurs en physique américains éprouvent de la sympathie pour le socialisme ou le communisme. Comme ils ne connaissent rien à l'économie et se rendent compte que les enseignants d'économie de l'université s'opposent également à ce qu'ils appellent de façon désobligeante le système du profit, on ne peut pas s'attendre à une autre attitude de leur part.

Si un groupe d'individus s'isole du reste de la nation, et plus particulièrement de ses leaders intellectuels, comme le font les « gens de la haute » en Amérique, ces derniers deviennent inévitablement la cible de critiques plutôt hostiles de la part de ceux qu'ils ont tenus à l'écart de leurs propres cercles. Le fait que les riches américains évoluent en milieu fermé a fait d'eux des proscrits, en un certain sens. Ils peuvent éprouver une fierté vaine quant à leur propre mérite. Ce qu'ils n'arrivent pas à voir, c'est que la ségrégation qu'ils ont eux-mêmes choisie les isole et nourrit l'animosité qui pousse les intellectuels à favoriser des politiques anti-capitalistes.

7. Le ressentiment des travailleurs en col blanc

En plus d'être harcelé par une haine générale du capitalisme commune à la plupart des gens, le travailleur en col blanc connaît deux afflictions spéciales, particulières à sa situation.

En restant assis derrière un bureau et en mettant sur le papier des mots et des chiffres, il est enclin à surestimer l'importance de son travail. Comme le patron, il écrit et lit ce que d'autres individus ont mis par écrit, il parle directement ou au téléphone avec les autres. Plein de vanité, il s'imagine appartenir à l'élite dirigeante de l'entreprise et compare ses propres tâches avec celles de son patron. En tant que « travailleur du cerveau » il regarde avec morgue le travailleur manuel dont les mains sont calleuses et sales. Cela l'enrage de noter que de nombreux travailleurs manuels touchent plus et sont plus respectés que lui. Quelle honte, pense-t-il, que le capitalisme n'apprécie pas son travail « intellectuel » à sa « véritable » valeur et récompense la grosse besogne simple de gens « sans éducation ».

En nourrissant de telles idées ataviques sur l'importance respective du travail de bureau et du travail manuel, le travailleur en col blanc refuse de se livrer à une évaluation réaliste de la situation. Il ne voit pas que son propre travail de bureau consiste en tâches routinières ne nécessitant qu'un simple entraînement, alors que les « mains » qu'il envie sont des mécaniciens et des techniciens hautement spécialisés sachant comment utiliser les machines et les mécanismes complexes de l'industrie mo-

derne. C'est précisément cette interprétation totalement fausse de l'état réel des affaires qui met à jour le manque de perspicacité et de capacité de raisonnement de l'employé de bureau.

D'un autre côté, l'employé de bureau, comme ceux qui exercent des professions libérales, est harcelé par son contact quotidien avec des hommes qui ont mieux réussi que lui. Il voit certains de ses collègues, qui avaient commencé au même niveau que lui, faire carrière au sein de la hiérarchie du bureau alors que lui-même reste au bas de l'échelle. Hier encore Paul était au même rang que lui. Aujourd'hui il occupe un poste plus important et mieux rémunéré. Et pourtant, pense-t-il, Paul lui est inférieur sur tous les plans. A coup sûr, en conclut-il, Paul doit son avancement aux ruses et artifices qui ne peuvent promouvoir la carrière d'un individu que dans ce système injuste qu'est le capitalisme, que tous les livres et journaux, tous les universitaires et politiciens dénoncent comme la racine de tout mal et de toute misère.

L'expression classique de la vanité des employés de bureau et leur étrange croyance selon laquelle leurs propres travaux subalternes feraient partie des activités entrepreneuriales et du travail de leurs patrons, se retrouve dans la description par Lénine du « contrôle de la production et de la répartition » telle qu'on la trouve dans son essai le plus connu. Lénine lui-même et la plupart de ses compagnons conspirateurs n'ont jamais rien appris sur le fonctionnement de l'économie de marché et n'ont jamais voulu le faire. Tout ce qu'ils savaient sur le

capitalisme, c'était que Marx l'avait dépeint comme le pire de tous les maux. Ils étaient des révolutionnaires professionnels. Leurs seules sources de revenus étaient les fonds du parti, qui étaient approvisionnés par des contributions volontaires et plus souvent involontaires (extorquées), ainsi que par les souscriptions et les « expropriations » violentes. Mais, avant 1917, alors exilés en Europe occidentale et centrale, certains camarades exercèrent parfois des travaux routiniers subalternes dans des entreprises commerciales. Ce fut leur expérience — l'expérience d'employés devant remplir des formulaires et des imprimés, copier des lettres, écrire des chiffres dans des livres et classer des papiers — qui fournit à Lénine la totalité des informations qu'il avait acquises sur les activités entrepreneuriales.

Lénine faisait correctement une distinction entre le travail des entrepreneurs d'un côté et celui du « personnel possédant une formation scientifique, qui comprend les ingénieurs, les agronomes, etc. » de l'autre. Ces experts et techniciens sont les principaux exécuteurs d'ordres. Dans le cadre du capitalisme, ils travaillent sous les ordres des capitalistes ; ils travailleront dans le cadre du socialisme sous les ordres des « ouvriers armés ». La fonction des capitalistes et des entrepreneurs est différente ; c'est, selon Lénine, « le contrôle de la production et de la répartition, l'enregistrement du travail et des produits. » Or, le rôle des entrepreneurs et des capitalistes est en réalité de déterminer les buts pour lesquels il faut employer les facteurs de production, afin de servir de la meilleure façon possible les dé-

sirs des consommateurs, c'est-à-dire de déterminer ce qu'il convient de produire, en quelles quantités et à quelle qualité. Cependant, ce n'est pas ce que Lénine veut dire quand il utilise le terme de « contrôle ». En tant que marxiste il n'a pas conscience des problèmes auxquels doit faire face la direction des activités de production dans n'importe quel système d'organisation sociale imaginable : la rareté inévitable des facteurs de production, l'incertitude concernant la situation future que la production doit approvisionner et la nécessité de choisir, parmi la multitude déconcertante des méthodes techniques permettant d'atteindre les fins déjà choisies, celles qui empêcheront aussi peu que possible la réalisation d'autres fins, c'est-à-dire les méthodes pour lesquelles les coûts de production sont les plus bas. Aucune allusion à ces questions ne peut être trouvée dans les écrits de Marx et d'Engels. Tout ce que Lénine a appris sur le monde des affaires par les récits de ses camarades ayant à l'occasion travaillé dans des bureaux, c'était que cela demandait beaucoup d'écritures, d'enregistrements et de chiffres. Il déclare ainsi que « l'enregistrement et le contrôle » sont les principales choses nécessaires à l'organisation et au fonctionnement correct de la société. Mais « l'enregistrement et le contrôle », ajoute-t-il, ont déjà été « simplifiés à l'extrême par le capitalisme, qui les a réduits aux opérations les plus simples de surveillance et d'inscription et à la délivrance de reçus correspondants, toutes choses à la

portée de quiconque sait lire et écrire et connaît les quatre règles de l'arithmétique »¹.

Nous avons ici la philosophie d'un documentaliste dans toute sa splendeur.

8. Le ressentiment des « cousins »

Dans un marché non entravé par l'interférence de forces extérieures, le processus tendant à placer le contrôle de facteurs de production entre les mains des individus les plus efficaces ne s'arrête jamais. Dès qu'un homme (ou une entreprise) commence à relâcher ses efforts pour satisfaire, du mieux possible, les besoins les plus urgents non encore convenablement satisfaits des consommateurs, commence une dissipation de la richesse accumulée au cours des succès passés lors de ces mêmes tentatives. Souvent, cette dispersion de la fortune commence déjà pendant la vie d'un homme d'affaires quand son entrain, son énergie et ses ressources déclinent en raison de son âge, de la fatigue ou de la maladie et que sa capacité à adapter la conduite des affaires à la structure sans cesse changeante du marché s'évanouit. Le plus fréquemment, c'est l'apathie de ses héritiers qui gaspille l'héritage. Si la progéniture molle et impassible ne retourne pas à l'insignifiance et reste nantie malgré son incompetence, elle doit sa prospérité aux institutions et aux

¹ Cf. Lénine, *State and Revolution* (Little Lenin Library, N° 14, publié par International Publishers, New York), pp. 83-84. [Chapitre 5, paragraphe 4. Note d'Hervé de Quengo]

mesures politiques qui ont été dictées par des tendances anti-capitalistes. Ils se retirent du marché, où il n'est pas possible de préserver sa fortune autrement qu'en la gagnant chaque jour à nouveau, face à la rude concurrence de tous, des entreprises existant déjà comme des nouvelles venues qui « se serrent la ceinture ». En achetant des bons émis par le gouvernement, ils se placent sous l'aile de ce dernier, qui promet de les protéger contre les dangers du marché où les pertes punissent l'inefficacité¹.

Cependant, il y a des familles dans lesquelles les éminentes capacités requises pour le succès entrepreneurial sont propagées au travers des générations. Un ou deux fils ou petits-fils, voire arrière-petits-fils égalent ou surpassent leur prédécesseur. La richesse de l'aïeul n'est pas dissipée, mais croît encore et encore.

Ces cas ne sont bien sûr pas fréquents. Ils attirent l'attention non seulement en raison de leur rareté, mais aussi parce que les hommes sachant faire prospérer une affaire héritée jouissent d'un double prestige : l'estime portée envers leurs parents et celles envers eux-mêmes. De tels « patriciens »,

¹ Il y avait en Europe, jusqu'à il y a peu, encore une autre possibilité de mettre sa fortune à l'abri de la maladresse et de la prodigalité du propriétaire. La richesse acquise sur le marché pouvait être investie dans de grands domaines fonciers que les tarifs et autres dispositions légales mettaient à l'abri de la concurrence d'outsiders. Le principe des biens inaliénables en Grande-Bretagne et d'autres clauses de succession similaires pratiquées sur le continent empêchaient le propriétaire de disposer de sa propriété au détriment de ses héritiers.

comme les appellent parfois des gens qui ignorent la différence entre une société de statut et une société capitaliste, combinent pour la plupart dans leur personne une bonne éducation, des goûts délicats et des manières raffinées avec le talent et l'assiduité d'un homme d'affaires travaillant dur. Et certains d'entre eux font partie des entrepreneurs les plus riches du pays ou même du monde.

C'est la situation de ces quelques familles les plus riches parmi celles dites « patriciennes » que nous devons étudier de près pour expliquer un phénomène jouant un rôle important dans la propagande et les manœuvres anti-capitalistes modernes.

Même au sein de ces familles heureuses, les qualités nécessaires à la bonne conduite des grandes industries ne sont pas héritées par tous les fils et petits-fils. En règle générale, seul un, au mieux deux, individus de chaque génération les possèdent. Il est alors essentiel à la survie de la richesse de la famille et de l'entreprise que la conduite des affaires soit donnée à cet unique ou à ces deux personnes, et que les autres membres soient relégués à des positions de simples récipiendaires d'une partie des gains. Les méthodes choisies pour de tels arrangements varient d'un pays à l'autre, selon les clauses spécifiques des lois nationales et locales. Leur effet est cependant toujours le même. Elles divisent la famille en deux catégories — ceux qui dirigent les affaires et ceux qui ne le font pas.

La seconde catégorie comprend en général des individus très liés à la première catégorie, celle que

nous nous proposons d'appeler les *patrons*. Il s'agit des frères, des cousins, des neveux des patrons, plus souvent encore de leurs sœurs, de leurs belles-sœurs, de leurs cousines, de leurs nièces, etc. Nous nous proposons d'appeler les membres de cette seconde catégories les *cousins*.

Les cousins obtiennent leurs revenus de la firme ou de la compagnie. Mais ils sont étrangers à la vie des affaires et ne savent rien des problèmes auquel un entrepreneur doit faire face. Ils ont été élevés dans des pensions et des collèges en vogue, dont l'atmosphère était pleine d'un mépris hautain envers ceux qui gagnent de l'argent. Certains d'entre eux passent leur temps dans des boîtes de nuit et d'autres lieux d'amusement, parient et jouent de l'argent, festoient et s'amusent, et se livrent à une coûteuse débauche. D'autres s'occupent en amateurs de peinture, d'écriture et d'autres arts. Ainsi, la plupart sont des gens désœuvrés et incapables.

Il est vrai qu'il y a eu et qu'il y a des exceptions, et que les réalisations de ces membres exceptionnels du groupe des cousins font plus que compenser les scandales suscités par le comportement provoquant des play-boys et des dépensiers. Beaucoup parmi les auteurs, érudits et hommes d'État les plus éminents étaient de tels « gentlemen sans profession ». Libérés de la nécessité de gagner leur vie par un métier lucratif et ne dépendant pas de la faveur des adeptes du sectarisme, ils sont devenus les pionniers d'idées nouvelles. D'autres, manquant eux-mêmes d'inspiration, sont devenus les mécènes d'artistes qui, sans le soutien financier et les ap-

plaudissements reçus, n'auraient pas pu accomplir leur travail créatif. Le rôle que certains hommes riches ont joué dans l'évolution intellectuelle et politique de la Grande-Bretagne a été souligné par de nombreux historiens. Le milieu dans lequel vivaient les auteurs et les artistes de la France du XIX^e siècle et dans lequel ils ont trouvé des encouragements était « *le monde* », la « haute société ».

Cependant, nous ne traiterons ici ni des péchés des play-boys ni de l'excellence des autres groupes de gens riches. Notre thème est le rôle qu'un groupe particulier de cousins a joué dans la dissémination de doctrines visant à la destruction de l'économie de marché.

De nombreux cousins croient qu'ils ont été lésés par les arrangements réglementant leur relation financière avec les patrons et avec l'entreprise familiale. Que ces arrangements aient été faits selon la volonté de leur père ou de leur grand-père, ou qu'ils résultent d'un accord qu'ils ont eux-mêmes signé, ils pensent recevoir trop peu tandis que les patrons toucheraient trop. Peu familiers de la nature des affaires et du marché, ils sont — avec Marx — convaincus que le capital « engendre le profit » de manière automatique. Ils ne voient pas de raison pour laquelle les membres de la famille en charge de la conduite des affaires devraient gagner plus qu'eux. Trop bornés pour apprécier correctement la signification d'un bilan et d'un compte de résultat, ils soupçonnent dans chaque acte des patrons une tentative sinistre pour les duper et les

priver de leur droit. Ils se disputent continuellement avec eux.

Il n'est pas surprenant que les patrons perdent patience. Ils sont fiers de leur succès face aux obstacles dressés par les gouvernements et les syndicats contre la grande industrie. Ils sont pleinement conscients du fait que, sans leur efficacité et leur zèle, la firme aurait disparu depuis longtemps ou que la famille aurait été obligée de la vendre. Ils croient que les cousins devraient reconnaître leurs mérites et considèrent leurs doléances comme tout bonnement effrontées et scandaleuses.

La querelle familiale entre les patrons et les cousins ne concerne que les membres du clan. Mais elle prend une importance générale quand les cousins, en vue d'ennuyer les patrons, rejoignent le camp anti-capitaliste et fournissent des fonds à toutes sortes d'aventures « progressistes ». Les cousins soutiennent avec enthousiasme les grèves, y compris dans les usines desquelles ils tirent leurs propres revenus¹. C'est un fait bien connu que la plupart des magazines « progressistes » et de nombreux journaux « progressistes » dépendent entièrement des aides qui leur sont généreusement octroyées. Ces cousins donnent de l'argent aux universités, collèges et instituts progressistes pour des « recherches sociales » et patronnent toutes sortes

¹ « Des limousines avec chauffeurs en livrée déposaient des dames sérieuses devant les piquets de grève, parfois *en grève contre les entreprises qui permettaient de payer ces limousines.* » Eugene Lyons, *The Red Decade*, New York, 1941, p. 186. (Italiques de Ludwig von Mises).

d'activités du parti communiste. En tant que « socialistes de salon » et « bolcheviques d'appartement », ils jouent un rôle important dans « l'armée prolétarienne » en lutte contre « le sinistre système capitaliste ».

9. Le communisme de Broadway et d'Hollywood

Les nombreuses personnes à qui le capitalisme a apporté un revenu confortable et du temps libre désirent s'amuser. Des foules affluent vers les théâtres. Il y a de l'argent dans le monde du spectacle. Certains acteurs et auteurs populaires gagnent des revenus à six chiffres. Ils vivent dans des maisons qui sont de véritables palais, avec maîtres d'hôtel et piscines. Ils ne sont certainement pas « prisonniers de la famine ». Et pourtant, Hollywood et Broadway, les centres mondialement célèbres de l'industrie du divertissement, sont des foyers du communisme. Certains auteurs et interprètes font partie des partisans les plus fanatiques du soviétisme.

Diverses tentatives ont été faites pour expliquer ce phénomène. Il y a dans la plupart de ces interprétations une parcelle de vérité. Cependant, aucune n'arrive à prendre en compte le motif principal qui conduit les champions de la scène et de l'écran à grossir les rangs des révolutionnaires.

Dans un régime capitaliste, le succès matériel dépend de l'appréciation des accomplissements d'un homme par les consommateurs souverains. À cet égard il n'y a pas de différence entre les services

rendus par un fabricant et ceux rendus par un producteur, un acteur ou un auteur. La conscience de cette dépendance rend pourtant les gens du spectacle bien plus mal à l'aise que ceux qui approvisionnent les clients avec des articles tangibles. Les fabricants de biens tangibles savent que leurs produits sont achetés en raison de certaines propriétés physiques. Ils peuvent raisonnablement s'attendre à ce que le public continue de demander ces articles tant que rien de mieux ou de meilleur marché ne leur est offert, car il est improbable que les besoins que satisfont ces biens changeront dans le futur proche. L'état du marché de ces biens peut, dans une certaine mesure, être anticipé par des entrepreneurs intelligents. Ceux-ci peuvent, avec un certain degré de confiance, regarder vers l'avenir.

Il en va autrement avec les divertissements. Les gens cherchent à s'amuser parce qu'ils s'ennuient. Et rien ne les fatigue autant que des distractions qu'ils connaissent déjà. L'essence de l'industrie du divertissement est la variété. Les habitués applaudissent surtout ce qui est nouveau et donc inattendu et surprenant. Ils sont capricieux et imprévisibles. Ils dédaignent ce qu'ils adoraient hier. Le géant de la scène ou de l'écran doit toujours craindre les caprices du public. Il se réveille un matin riche et célèbre et peut être oublié le lendemain. Il sait très bien qu'il dépend entièrement des lubies et des fantaisies d'une foule aspirant à l'hilarité. Il est toujours tourmenté par l'anxiété. Comme le constructeur Solness de la pièce d'Ibsen, il craint

les nouveaux venus inconnus, les jeunes vigoureux qui le supplanteront dans le cœur du public.

Il est évident qu'il n'y a pas de remède à ce qui rend mal à l'aise les gens de la scène. Ils essaient donc de s'accrocher à quelque chose. Le communisme, pensent certains d'entre eux, leur apportera la délivrance. N'est-ce pas un système qui rendra tout le monde heureux ? Des hommes éminents n'ont-ils pas déclaré que tous les maux de l'humanité sont causés par le capitalisme et seront balayés par le communisme ? Ne sont-ils pas eux-mêmes des gens travaillant dur, des camarades de tous les autres travailleurs ?

On peut raisonnablement supposer qu'aucun des communistes d'Hollywood et de Broadway n'a jamais étudié les écrits d'un quelconque auteur socialiste et encore moins une quelconque analyse sérieuse de l'économie de marché. Mais c'est ce fait même qui, pour les beautés, pour les danseurs et chanteurs, pour les auteurs et producteurs de comédies, de films et de chansons, donne l'illusion que leurs griefs particuliers disparaîtront dès que les « expropriateurs » seront expropriés.

Il y a des gens qui rendent le capitalisme responsable de la stupidité et de la grossièreté de nombreux produits de l'industrie du divertissement. Il n'y a pas lieu de discuter ce point. Mais il est intéressant de se souvenir qu'aucun milieu américain n'a été plus enthousiaste dans son soutien au communisme que celui des individus participant à la production de ces pièces et films idiots. Quand un futur historien cherchera les petits faits significatifs

que Taine appréciait grandement comme matériel de travail, il ne devra pas négliger de mentionner le rôle que la plus célèbre strip-teaseuse du monde a joué dans le mouvement radical américain¹.

¹ Cf. Eugene Lyons, *loc. cit.*, p. 293.

2.

LA PHILOSOPHIE SOCIALE DE L'HOMME ORDINAIRE

1. La capitalisme tel qu'il est et tel qu'il est vu par l'homme ordinaire

L'émergence de l'économie comme nouvelle branche de la connaissance fut l'un des événements les plus prodigieux de l'histoire de l'humanité. En ouvrant la voie à l'entreprise capitaliste privée, elle transforma en quelques générations toutes les affaires humaines de façon plus radicale que ne l'avaient fait les dix mille années précédentes. À partir du jour de leur naissance et jusqu'à leur mort, les habitants d'un pays capitaliste tirent bénéfice à chaque minute des merveilleuses réalisations des méthodes capitalistes de pensée et d'action.

La chose la plus étrange concernant le changement sans précédent des conditions matérielles auquel a conduit le capitalisme, c'est qu'il fut accompli par un petit nombre d'auteurs et un nombre à peine plus grands d'hommes d'État qui assimilèrent leurs enseignements. Non seulement les masses apathiques, mais aussi la plupart des industriels qui mettaient en œuvre les principes du laissez-faire dans leurs affaires commerciales, n'arrivaient pas à comprendre les caractéristiques essentielles de leur action. Même aux beaux jours du libéralisme,

seules quelques personnes comprenaient pleinement le fonctionnement d'une économie de marché. La civilisation occidentale a adopté le capitalisme sur la recommandation d'une petite élite.

Il y avait, dans les premières décennies du XIX^e siècle, de nombreuses personnes qui considéraient leur propre manque de familiarité avec les problèmes en jeu comme un sérieux défaut et qui souhaitaient ardemment y remédier. Dans les années qui séparent Waterloo de Sébastopol, il n'y avait en Grande-Bretagne pas de livres dans lesquels on se plongeait avec plus d'ardeur que les traités d'économie. Mais la mode tomba rapidement. Le sujet était trop dur pour le lecteur moyen.

L'économie est tellement différente des sciences naturelles et de la technique d'une part, de l'histoire et de la jurisprudence de l'autre, qu'elle semble étrange et repoussante au débutant. Sa singularité heuristique est regardée avec suspicion par ceux dont le travail de recherche est effectué en laboratoire ou dans les archives et les bibliothèques. Sa singularité épistémologique apparaît comme un non-sens aux doctrinaires à l'esprit étroit du positivisme. Les gens voudraient trouver dans un livre d'économie une connaissance qui corresponde parfaitement à leur image préconçue de ce que devrait être l'économie, à savoir une discipline modelée selon la structure logique de la physique ou de la biologie. Ils sont désorientés et cessent d'affronter sérieusement les problèmes dont l'analyse nécessite un effort mental inaccoutumé.

Le résultat de cette ignorance est que les gens attribuent toutes les améliorations des conditions économiques aux progrès des sciences naturelles et de la technique. D'après eux, il prévaudrait dans le cours de l'*histoire humaine* une tendance automatique au progrès continual des sciences expérimentales de la nature et de leur application pour ce qui est de résoudre les problèmes techniques. Cette tendance serait irrésistible, elle serait inhérente à la destinée de l'*humanité* et son action se manifesterait quelle que puisse être l'*organisation économique et politique* de la société. Selon eux, les améliorations techniques sans précédent des deux cents dernières années ne furent pas causées ou favorisées par les politiques économiques de l'époque. Elles ne furent pas une réussite du libéralisme classique, du libre échange, du laissez-faire et du capitalisme. Elles continueront par conséquent avec tout autre système d'*organisation économique* de la société.

Les doctrines de Marx n'ont reçu l'*assentiment* que parce qu'elles avaient adopté cette interprétation populaire des événements et qu'elles l'ont recouvert d'un voile pseudo-philosophique la rendant agréable à la fois au spiritualisme hégélien et au matérialisme sommaire. Dans la construction de Marx, les « forces matérielles de production » sont une entité surhumaine indépendante de la volonté et des actions des hommes. Elles suivent leur propre chemin, qui est prescrit par les lois inévitables et insondables d'une puissance supérieure. Elles changent mystérieusement et obligent l'*humanité* à

ajuster son organisation sociale à ces changements ; car les forces matérielles de production évitent une chose : rester enchaînées par l'organisation sociale de l'humanité. Le contenu essentiel de l'histoire se situe dans la lutte des forces matérielles de production pour se libérer des liens sociaux qui les maintiennent prisonnières.

Autrefois, enseigne Marx, les forces matérielles de production prenaient la forme du moulin à bras, et elles ont arrangé les affaires humaines selon le modèle du féodalisme. Quand, plus tard, les lois impénétrables déterminant l'évolution des forces matérielles de production ont remplacé le moulin à bras par le moulin à vapeur, le féodalisme dut faire place au capitalisme. Depuis, les forces matérielles de production se sont encore développées, et leur forme actuelle réclame impérativement de substituer le socialisme au capitalisme. Ceux qui essaient d'empêcher la révolution socialiste se sont engagés dans une tâche sans espoir. Il est impossible d'endiguer la vague du progrès historique.

Les idées des partis dits de gauche diffèrent entre elles de bien des façons. Mais elles sont toutes d'accord sur un point. Elles considèrent toutes l'amélioration continue des conditions matérielles comme un processus automatique. Le syndicaliste américain considère son niveau de vie comme garanti. Le destin a déterminé qu'il devait jouir de biens qui étaient refusés même aux personnes les plus prospères des générations précédentes et qui sont encore refusés à de nombreux hommes non américains. Il ne lui vient pas à l'esprit que le « farouche indivi-

dualisme » du grand capital ait pu jouer un quelconque rôle dans l'émergence de ce qu'il appelle le « mode de vie américain ». À ses yeux, le « patronat » représente les revendications injustes des « exploiteurs » qui veulent le priver de ses droits innés. Dans le cours de l'évolution historique il existe, pense-t-il, une tendance à l'accroissement continu de la « productivité » du travail. Il est évident que les fruits de cette amélioration lui appartiennent exclusivement de droit. C'est grâce à ses mérites que — à l'époque du capitalisme — tend à s'accroître le rapport obtenu par la valeur du produit fabriqué par les industries de transformation divisée par le nombre de bras employés.

En vérité, l'accroissement de ce qu'on appelle la productivité du travail est dû à l'utilisation de meilleurs outils et de meilleures machines. Une centaine d'ouvriers d'une usine moderne produisent par unité de temps plusieurs fois ce qu'une centaine d'ouvriers avaient l'habitude de produire dans les ateliers des artisans pré-capitalistes. Cette amélioration n'est pas conditionnée par un talent supérieur, une meilleure compétence ou une application plus grande de la part du travailleur individuel. (C'est un fait que la compétence réclamée aux artisans médiévaux se situait bien plus haut que celle de nombreuses catégories d'ouvriers d'usine actuels). Elle est due à l'emploi d'outils et de machines plus efficaces qui, à leur tour, sont un effet de l'accumulation et de l'investissement d'un capital plus grand.

Les termes capitalisme, capital et capitalistes ont été employés par Marx et le sont aujourd’hui par la plupart des gens — y compris par les agences de propagande officielle du gouvernement des États-Unis — avec une connotation d’opprobre. Ces mots pointent pourtant de manière pertinente vers le facteur principal, dont l’action a produit toutes les merveilleuses réussites des deux cents dernières années : l’amélioration sans précédent du niveau de vie moyen pour une population continuellement en augmentation. Ce qui distingue la situation industrielle moderne des pays capitalistes de celle des âges pré-capitalistes ainsi que de la situation ayant cours aujourd’hui dans les pays dits sous-développés, c’est le montant de l’offre de capitaux. Aucune amélioration technique ne peut être mise en pratique si le capital nécessaire n’a pas été auparavant accumulé par l’épargne.

L’épargne — l’accumulation de capital — est l’intermédiaire qui a fait évoluer étape par étape la difficile quête de nourriture de l’homme des cavernes primitif vers les méthodes modernes de l’industrie. Ce qui a stimulé cette évolution, ce furent les idées qui créèrent le cadre institutionnel au sein duquel l’accumulation de capital fut rendue sûre grâce au principe de la propriété privée des moyens de production. Chaque pas en direction de la prospérité est le résultat de l’épargne. Les plus ingénieuses inventions techniques seraient pratiquement inutiles si les biens du capital nécessaires pour les mettre en œuvre n’avaient pas été accumulés par l’épargne.

Les entrepreneurs emploient les biens du capital rendus disponibles par les épargnants en vue de satisfaire de la manière la plus économique les besoins les plus pressants et non encore satisfaits des consommateurs. Avec les techniciens, qui cherchent à perfectionner les méthodes de fabrication, ils jouent, à côté des épargnants eux-mêmes, une part active dans le cours des événements qu'on appelle progrès économique. Le reste de l'humanité profite des activités de ces trois classes de pionniers : quoi que puissent être ses propres actions, il n'est que le bénéficiaire de changements à l'émergence desquels il n'a en rien contribué.

Le trait caractéristique de l'économie de marché est qu'elle attribue la plus grande part des améliorations apportées par les efforts de ces trois classes à l'origine du progrès — les épargnants, les investisseurs en biens du capital et ceux qui élaborent de nouvelles méthodes pour utiliser ces biens du capital — à la majorité de la population qui, elle, ne crée pas le progrès. L'accumulation de capital étant plus grande que l'accroissement de la population, elle augmente d'une part la productivité marginale du travail et, d'autre part, fait baisser le prix des produits. Le processus du marché fournit à l'homme ordinaire l'occasion de jouir des fruits des accomplissements des autres. Il oblige les trois classes créant le progrès à servir de la meilleure façon possible la majorité qui n'y contribue pas.

Tout le monde est libre de rejoindre les rangs des ces trois classes progressistes de la société capitaliste. Ces classes ne sont pas des castes fermées.

Y appartenir n'est pas un privilège conféré à l'individu par une autorité supérieure et ne s'hérite pas non plus de ses aïeux. Ces classes ne sont pas des clubs et leurs membres n'ont pas le pouvoir de laisser dehors les nouveaux venus. Ce qu'il faut pour devenir capitaliste, entrepreneur ou inventeur de nouvelles méthodes techniques, c'est de l'intelligence et de la volonté. L'héritier d'un homme riche jouit d'un certain avantage car il débute dans des conditions plus favorables que d'autres. Mais sa tâche au sein de la concurrence du marché n'est pas plus facile, elle est même parfois plus fastidieuse et moins rémunératrice que celle d'un nouveau venu. Il doit réorganiser ce dont il a hérité afin de l'adapter aux changements de la situation du marché. Ainsi, par exemple, les problèmes auxquels l'héritier d'un « empire » du rail avait à faire face étaient, au cours des dernières décennies, certainement plus épineux que ceux rencontrés par quelqu'un qui avait commencé à partir de zéro dans le transport par camion ou par avion.

La philosophie populaire de l'homme ordinaire se trompe lamentablement sur tous ces points. Pour M. Dupond, toutes les nouvelles industries qui l'approvisionnent en biens inconnus à son père viennent au monde par un procédé mythique appelé le progrès. L'accumulation de capitaux, l'entrepreneuriat et l'imagination technique ne contribuent en rien à la génération spontanée de la prospérité. S'il faut créditer quelqu'un de ce que M. Dupond considère comme l'augmentation de la productivité du travail, c'est l'ouvrier de la chaîne

de montage. Malheureusement, dans ce monde scandaleux, il existe l'exploitation de l'homme par l'homme. Le monde des affaires garde la crème et, comme le souligne le *Manifeste communiste*, il n'abandonne au créateur de toutes les bonnes choses, au travailleur manuel, qu'à peine le « coût de ce qu'il lui faut pour s'entretenir et perpétuer sa descendance ». Par conséquent « l'ouvrier moderne, au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas [...]. Le travailleur devient un pauvre et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse ». Les auteurs de cette description de l'industrie capitaliste sont glorifiés dans les universités comme les plus grands philosophes et bienfaiteurs de l'humanité et leurs enseignements sont acceptés avec une crainte mêlée de révérence par les millions de gens dont les maisons, en plus d'autres gadgets, sont équipées de postes de radio et de télévision.

La pire exploitation, expliquent les professeurs, les leaders syndicaux et les politiciens, est l'œuvre de la grande industrie. Ils n'arrivent pas à voir que ce qui caractérise la grande industrie c'est la production de masse visant à satisfaire les besoins du grand nombre. Dans un régime capitaliste ce sont les travailleurs eux-mêmes qui, directement ou indirectement, sont les consommateurs de toutes les choses que produisent les usines.

Aux débuts du capitalisme il s'écoulait encore un temps très long entre l'émergence d'une innovation et le moment où elle était accessible aux

masses. Il y a environ soixante ans, Gabriel Tarde avait raison d'indiquer qu'une innovation industrielle était le caprice d'une minorité avant de devenir le besoin de tout le monde ; ce que l'on considérait au départ comme une fantaisie devenait plus tard une nécessité habituelle pour tout le monde. Cette remarque était encore correcte en ce qui concerne la démocratisation de l'automobile. Mais la production à grande échelle a réduit et presque éliminé ce délai. Les innovations techniques ne peuvent être faites de manière profitable qu'avec des méthodes de production de masse et deviennent donc accessible au plus grand nombre au moment même de leur inauguration pratique. Il n'y a ainsi pas eu, aux États-Unis, de période notable pendant laquelle des nouveautés comme la télévision, les bas nylon ou les petits pots pour bébés, ont été réservées à une minorité de gens aisés. La grande industrie tend, en réalité, vers une standardisation des moyens de consommation et d'amusement.

Dans une économie de marché, personne n'est dans le besoin parce que d'autres personnes sont riches. Les richesses du riche ne sont pas la cause de la pauvreté de quiconque. Le processus qui rend certaines personnes riches est, au contraire, le corollaire du processus qui améliore la satisfaction des désirs de nombreux individus. Les entrepreneurs, les capitalistes et les techniques nouvelles prospèrent tant qu'ils réussissent à approvisionner au mieux les consommateurs.

2. *Le front anti-capitaliste*

Dès les tout débuts du mouvement socialiste et des tentatives de faire revivre les politiques interventionnistes des époques pré-capitalistes, le socialisme et l'interventionnisme ont tous les deux été totalement discrédités aux yeux des gens au courant de la théorie économique. Mais les idées de l'immense majorité du peuple ignorant furent exclusivement dirigées par les plus puissantes passions humaines : l'envie et la haine.

La philosophie sociale des Lumières qui avait ouvert la voie à la mise en œuvre du programme libéral — liberté économique, accomplie dans l'économie de marché (le capitalisme), ainsi que son corollaire constitutionnel, le gouvernement représentatif — n'avait pas proposé la suppression des trois anciens pouvoirs : la monarchie, l'aristocratie et les églises. Les libéraux européens voulaient substituer la monarchie parlementaire à l'absolutisme royal, non la mise en place d'un gouvernement républicain. Ils voulaient abolir les priviléges des aristocrates, mais non les priver de leurs titres, de leurs écussons et de leurs terres. Ils désiraient octroyer la liberté de conscience à tout le monde et mettre fin à la persécution des dissidents et des hérétiques, mais tenaient fortement à donner à toutes les églises et à toutes les dénominations une parfaite liberté de poursuivre leurs objectifs spirituels. Les trois grands pouvoirs de *l'ancien régime* étaient ainsi préservés. On aurait pu s'attendre à ce que les aristocrates et les hommes d'église proclamant sans

cesser leur conservatisme fussent prêts à s'opposer à l'assaut socialiste contre les fondements de la civilisation occidentale. Après tout les partisans du socialisme ne cachaient pas que le totalitarisme socialiste ne laisserait aucune place à ce qu'ils appelaient des vestiges de la tyrannie, des priviléges et de la superstition.

Cependant, même au sein de ces groupes privilégiés, le ressentiment et l'envie étaient plus forts que le raisonnement froid. Ils donnèrent en fait la main aux socialistes, oubliant que le socialisme voulait aussi confisquer leurs biens et qu'il n'y aurait aucune liberté religieuse dans un système totalitaire. Les Hohenzollern d'Allemagne inaugurerent une politique qu'un observateur américain appela le socialisme monarchique¹. Les Romanov, autorocrates de Russie, jouèrent avec le syndicalisme, afin de lutter contre les tentatives « bourgeoisées » d'établir un gouvernement représentatif². Dans chaque pays d'Europe, les aristocrates coopéraient de fait avec les ennemis du capitalisme. Partout, des théologiens éminents essayaient de discréditer le système de la libre entreprise et soutenaient ainsi, par conséquent, soit le socialisme soit l'interventionnisme radical. Certains dirigeants éminents du protestantisme actuel — Barth et Brunner en Suisse, Niebuhr et Tillich aux États-Unis, et feu l'Archevêque de Canterbury, William Temple — con-

¹ Cf. Elmers Roberts, *Monarchical Socialism in Germany*, New York, 1913.

² Cf. Mania Gordon, *Workers Before and After Lenin*, New York, 1941, pp. 30 ff.

damnèrent ouvertement le capitalisme et rendirent même les prétendus échecs du capitalisme responsables des excès du bolchevisme russe.

On peut se demander si Sir William Harcourt avait raison quand, il y a plus de soixante ans, il affirmait : Nous sommes désormais tous socialistes. En tout cas, aujourd’hui, les gouvernements, les partis politiques, les enseignants et les écrivains, les militants athées comme les théologiens chrétiens sont presque unanimes pour rejeter avec passion l’économie de marché et pour vanter les prétendus bénéfices de l’omnipotence de l’État. La génération montante a été élevée dans un environnement qui baigne dans les idées socialistes.

L’influence de l’idéologie prosocialiste se perçoit à la façon dont l’opinion publique, presque sans exception, explique les raisons conduisant les gens à adhérer aux partis socialistes ou communistes. En ce qui concerne la politique intérieure, on suppose que, « naturellement et nécessairement », ceux qui ne sont pas riches préfèrent les programmes radicaux — planisme, socialisme, communisme — alors que seuls les riches ont des raisons de voter en faveur de la préservation de l’économie de marché. Cette hypothèse suppose admise l’idée socialiste selon laquelle l’action du capitalisme nuirait aux intérêts économiques des masses, et ce au seul bénéfice des « exploiteurs », alors que le socialisme améliorerait le niveau de vie de l’homme ordinaire.

Cependant, les gens ne réclament pas le socialisme parce qu’ils sauraient que ce dernier améliorera leur situation, et ils ne rejettent pas le capita-

lisme parce qu'ils sauraient qu'il s'agit d'un système préjudiciable à leurs intérêts. Ils sont socialistes parce qu'ils *croient* que le socialisme améliorera leur situation et ils détestent le capitalisme parce qu'ils *croient* qu'il leur fait du tort. Ils sont socialistes parce qu'ils sont aveuglés par l'envie et l'ignorance. Ils refusent obstinément d'étudier l'économie et repoussent la critique dévastatrice que les économistes ont faite des plans socialistes, parce qu'à leurs yeux l'économie, étant une science abstraite, est un simple non-sens. Ils prétendent ne faire confiance qu'à l'expérience. Mais ils refusent tout aussi obstinément de prendre connaissance des faits indéniables de l'expérience, à savoir que le niveau de vie de l'homme ordinaire est incomparablement plus élevé dans l'Amérique capitaliste que dans le paradis socialiste des Soviets.

Sur la situation des pays économiquement arriérés, les gens font preuve des mêmes erreurs de raisonnement. Ils pensent que ces peuples doivent « naturellement » avoir de la sympathie pour le communisme parce qu'ils sont touchés par la pauvreté. Il est pourtant évident que les nations pauvres veulent se débarrasser de leur misère. Pour améliorer leur situation déplaisante, ils devraient par conséquent adopter le système d'organisation économique de la société qui garantit au mieux la réalisation de cet objectif : ils devraient se décider en faveur du capitalisme. Or, trompés par les fausses idées de l'anti-capitalisme, ils sont favorablement disposés en faveur du communisme. Il est en vérité paradoxal que les dirigeants de ces popu-

lations orientales, tout en regardant avec envie la prospérité des nations occidentales, rejettent les méthodes qui ont rendu l'occident prospère et sont enchantés par le communisme russe, qui maintient les Russes et leurs satellites dans la pauvreté. Il est encore plus paradoxal que les Américains, qui jouissent des produits de la grande industrie capitaliste, exaltent le système soviétique et considèrent comme assez « naturel » que les nations pauvres de l'Asie et de l'Afrique préfèrent le communisme au capitalisme.

Les gens peuvent ne pas être d'accord sur la question de savoir si tout le monde devrait étudier l'économie sérieusement. Mais une chose est certaine. Un homme qui parle en public ou écrit à propos de l'opposition entre le capitalisme et le socialisme sans s'être pleinement familiarisé avec tout ce que l'économie dit de ces sujets, est un bavard irresponsable.

3.

LA LITTÉRATURE DANS UN RÉGIME CAPITALISTE

1. Le marché des produits littéraires

Le capitalisme donne à beaucoup de gens l'occasion de faire preuve d'initiative. Alors que la rigidité d'une société de statut demande à chacun le même résultat invariable et routinier, et ne tolère aucun écart par rapport aux modes de conduite traditionnels, le capitalisme encourage l'innovateur. Le profit est la récompense d'un écart couronné de succès par rapport aux façons usuelles de procéder ; la perte est la punition de celui qui s'accroche parasseusement à des méthodes obsolètes. L'individu est libre de montrer qu'il peut faire mieux que les autres.

Toutefois, cette liberté de l'individu est limitée. Elle est une conséquence de la démocratie du marché et dépend donc de l'appréciation des réalisations de l'individu par les consommateurs souverains. Ce qui rapporte sur le marché, ce n'est pas la bonne performance en tant que telle, mais la performance reconnue comme bonne par un nombre suffisamment important de consommateurs. Si le public acheteur est trop borné pour apprécier comme il convient la valeur d'un produit, aussi

excellent soit-il, toutes les peines et toutes les dépenses ont été subies et effectuées en vain.

Le capitalisme est fondamentalement un système de production de masse ayant pour but de satisfaire les besoins des masses. Il déverse une corne d'abondance sur l'homme ordinaire. Il a élevé le niveau de vie moyen à un point dont on n'avait jamais rêvé dans les époques précédentes. Il a rendu accessibles à des millions de gens des réjouissances qui, il y a quelques générations, n'étaient à la portée que d'une petite élite.

L'exemple le plus remarquable nous est fourni par le développement d'un vaste marché pour tous les types de littérature. La littérature — au sens le plus large du terme — est aujourd'hui un bien demandé par des millions de gens. Ils lisent des journaux, des magazines et des livres ; ils écoutent les retransmissions et remplissent les théâtres. Les auteurs, les producteurs et les acteurs qui répondent aux souhaits du public gagnent des sommes considérables. Dans le cadre de la division sociale du travail, une nouvelle subdivision s'est développée : la catégorie des gens de lettres, c'est-à-dire des gens qui gagnent leur vie en écrivant. Ces auteurs vendent leurs services ou le produit de leurs efforts sur le marché, de même que tous les autres spécialistes vendent leurs services et leurs produits. En leur qualité d'écrivains, ils font partie intégrante du corps social de la société de marché.

Dans les époques pré-capitalistes, écrire était un art qui ne rapportait rien. Les forgerons et les cordonniers pouvaient gagner leur vie avec leur

métier, pas les auteurs. Écrire était un art libéral, un passe-temps, pas une profession. C'était la noble occupation de riches individus, de rois, de grands du royaume et d'hommes d'État, de patriciens et d'autres gentilshommes financièrement indépendants. Les évêques, les moines, les professeurs d'université et les soldats écrivaient pendant leur temps libre. L'homme sans le sou qu'un élan irrésistible poussait à écrire devait d'abord s'assurer une autre source de revenus. Spinoza fabriquait des lentilles. Les deux Mill, le père et le fils, travaillaient dans les bureaux londoniens de la Compagnie des Indes orientales. Mais la plupart des auteurs pauvres vivaient de la générosité de riches amis des arts et des sciences. Les rois et les princes rivalisaient entre eux pour patronner les poètes et les écrivains. Les cours étaient le refuge de la littérature.

Il est un fait historique que ce système de patronage accordait aux auteurs une parfaite liberté d'expression. Les patrons n'essaient pas d'imposer leur propre philosophie et leurs propres normes de goût et d'éthique à leurs protégés. Ils cherchaient souvent à les protéger contre les autorités ecclésiastiques. Il était au moins possible pour un auteur qui avait été banni d'une ou de plusieurs cours de trouver refuge dans une cour rivale.

Néanmoins, l'image des philosophes, des historiens et des poètes évoluant au milieu des courtisans et dépendant des bonnes grâces d'un despote n'était pas très édifiante. Les anciens libéraux saluèrent le développement d'un marché des produits

littéraires comme une composante essentielle du processus d'émancipation des hommes vis-à-vis de la tutelle des rois et des aristocrates. À partir de là, pensaient-ils, le jugement des classes instruites sera prépondérant. Quelle merveilleuse perspective ! Une nouvelle lumière semblait poindre.

2. Le succès du marché des livres

Il y avait cependant quelques défauts dans ce tableau.

La littérature n'est pas conformisme, mais dissidence. Les auteurs qui se contentent de répéter ce que tout le monde approuve et souhaite entendre n'ont pas d'importance. Seul compte l'innovateur, le dissident, celui qui introduit des choses jamais entendues auparavant, l'homme qui rejette les normes traditionnelles et cherche à remplacer les vieilles valeurs et les vieilles idées par de nouvelles. Il est par nécessité anti-autoritaire, opposé au gouvernement et à l'immense majorité de ses contemporains. Il est précisément l'auteur dont la plus grande partie du public n'achète pas les livres.

Quoi que l'on puisse penser de Marx et de Nietzsche, personne ne peut nier que leur succès posthume a été considérable. Ils seraient pourtant tous les deux morts de faim s'ils n'avaient pas eu d'autres sources de revenus que leurs droits d'auteurs. Les dissidents et les innovateurs ont peu à attendre de la vente de leurs livres sur le marché habituel.

Le champion du marché du livre, c'est l'auteur de fiction qui écrit pour les masses. Il serait erroné de croire que les acheteurs préfèrent toujours les mauvais livres aux bons. Comme ils manquent de jugement, ils sont prêts à absorber même de bons livres. Il est vrai que la plupart des romans et des pièces publiés aujourd'hui sont bons à jeter au panier. On ne peut rien attendre d'autre quand des milliers de volumes sont écrits chaque année. Notre époque sera peut-être appelée un jour l'âge de l'épanouissement de la littérature si seulement un livre publié sur mille se révélait valoir les grands livres du passé.

De nombreux critiques prennent plaisir à accuser le capitalisme de ce qu'ils appellent le déclin de la littérature. Ils devraient peut-être inculper leur propre incapacité à séparer le bon grain de l'ivraie. Sont-ils plus avisés que leurs prédecesseurs d'il y a une centaine d'année ? Aujourd'hui, par exemple, tous les critiques chantent les louanges de Stendhal. Mais lorsque ce dernier mourut en 1842, il était peu connu et incompris.

Le capitalisme a pu rendre les masses suffisamment prospères pour qu'elles puissent acheter des livres et des magazines. Mais il ne peut pas leur donner le discernement de Mécène ou de Can Grande della Scala. Ce n'est pas la faute du capitalisme si l'homme moderne n'apprécie pas les livres peu communs.

3. Quelques remarques sur les romans policiers

L'époque où le mouvement anti-capitaliste radical a acquis un pouvoir apparemment irrésistible, a engendré un nouveau genre littéraire, le roman policier. La génération des Anglais qui mirent le Parti travailliste au pouvoir fut enchantée par des auteurs comme Edgar Wallace. L'un des auteurs socialistes britanniques les plus marquants, G.D.H. Cole¹, est tout aussi remarquable comme auteur de romans policiers. Un marxiste cohérent devrait dire que le roman policier — peut-être avec les films d'Hollywood, les comédies et « l'art » du strip-tease — constitue la superstructure artistique de l'époque du syndicalisme et de la socialisation.

De nombreux historiens, sociologues et psychologues ont essayé d'expliquer la popularité de ce genre étrange. La plus approfondie de ces recherches est celle du professeur W.O. Aydelotte. Ce dernier a raison d'affirmer que le mérite historique des romans policiers est de décrire des rêveries et de nous renseigner ainsi sur les gens qui les lisent. Il a tout autant raison de suggérer que le lecteur s'identifie avec le détective, ce qui rend en général ce détective une extension de son ego².

Ce lecteur est en fait un homme frustré qui n'a pas atteint la position que son ambition le poussait à rechercher. Comme nous l'avons déjà dit, il est

¹ Voir ce que dit Mises sur G.D.H. Cole dans l'essai 3 du recueil *Planning for freedom*. NdT.

² Cf. William O. Aydelotte, *The Detective Story as a Historical Source* (*The Yale Review*, 1949, Vol. XXXIX, pp. 76-95).

disposé à se consoler en accusant l'injustice du système capitaliste. Il a échoué parce qu'il est honnête et respectueux de la loi. Ses concurrents plus chanceux ont réussi en raison de leur absence de probité : ils ont eu recours à des ruses déloyales auxquelles lui, homme pur consciencieux, n'aurait jamais songé. Si seulement les gens savaient à quel point ces arrogants sont malhonnêtes. Malheureusement, leurs crimes restent cachés et ils jouissent d'une réputation imméritée. Mais le jour du jugement dernier viendra. Lui-même les démasquera et dévoilera leurs méfaits.

Le déroulement typique des événements d'un roman policier est le suivant : Un homme que tout le monde considère comme respectable et incapable de la moindre mauvaise action a commis un crime abominable. Personne ne le soupçonne. Mais le fin limier ne peut pas être trompé. Il sait tout sur de tels hypocrites moralisateurs. Il assemble toutes les preuves pour confondre le coupable. Grâce à lui le bien finit par triompher.

Démasquer l'escroc qui se fait passer pour un citoyen respectable était, avec une tendance latente à l'opposition aux bourgeois, un sujet également souvent traité à un niveau littéraire plus élevé, par exemple par Ibsen dans *Les Piliers de la société*. Le roman policier rabaisse l'intrigue et y fait entrer le personnage facile du détective satisfait de lui qui prend plaisir à humilier un homme que tout le monde considère comme un citoyen irréprochable. La motivation du détective est une haine subconsciente du « bourgeois » qui a réussi. Ses homo-

logues sont les inspecteurs des forces de police du gouvernement¹. Ils sont trop bornés et trop préoccupés pour résoudre l'éénigme. On sous-entend même parfois qu'ils sont sans le savoir favorables au coupable parce que sa position sociale les impressionne fortement. Le détective surmonte les obstacles que leur paresse met sur sa route. Son triomphe est une défaite des autorités de l'État bourgeois qui ont choisi de tels officiers de police.

Voilà pourquoi le roman policier est populaire auprès des gens souffrant d'une ambition frustrée. (Il y a également, bien entendu, d'autres lecteurs de romans policiers²). Ils rêvent jour et nuit d'assouvir

¹ L'expression américaine « detective story », employée par Mises, fait évidemment une référence plus directe à des histoires de détectives privés que la traduction (habituelle) en français de ce genre littéraire par « roman policier ». NdT.

² Mises s'est-il souvenu d'Ayn Rand, qui avait acquis la réputation de ne lire que ce genre d'ouvrage ?... (En fait, elle avait fini par lire de moins en moins, ne trouvant pas ce qu'elle cherchait, alors qu'elle aimait les romans de Spillane et Fleming. Voir *The Romantic Manifesto* pour ses analyses sur la littérature.). C'est fort peu vraisemblable, notamment en raison de la date de publication du présent ouvrage (1956). Mais le rapprochement est amusant. On pourra voir plus loin que Mises ne partageait vraisemblablement pas non plus totalement les goûts architecturaux de la romancière (qu'elle a exprimés dans *The Fountainhead*, [traduit en français sous le titre *La Source vive* pour le roman et *Le Rebelle* pour le film de King Vidor qui en a été tiré]).

Ce qui n'empêchait pas Mises de l'apprécier : « Ayn Rand est *l'homme* le plus courageux des États-Unis » avait-il confié à leur ami commun Henry Hazlitt, ce qui avait enchanté Rand (surtout l'emploi du terme *d'homme*. Source : B. Branden, *The*

leur vengeance sur leurs concurrents qui ont réussi. Ils rêvent de l'instant où leur rival, « menottes aux poignets, sera embarqué par la police. » Cette satisfaction leur est donnée indirectement lors du point culminant de l'histoire dans laquelle ils s'identifient au détective et identifient le meurtrier arrêté avec le rival qui les a dépassés¹.

4. La liberté de la presse

La liberté de la presse est l'une des caractéristiques fondamentales d'une nation de citoyens

Passion of Ayn Rand [Anchor Books, 1987, p. 189]. La citation exacte n'est cependant pas garantie : Roy Childs, dans son article « Ayn Rand and the Libertarian Movement » (*Update*, 1982), cite l'anecdote en racontant que Mises avait dit d'elle qu'elle était « un des plus grands hommes de l'histoire »). Voir aussi la lettre qu'il lui avait adressée.

Par ailleurs, l'affreux socialiste anglais Harold Laski, que Mises étrille à fort juste titre (voir plus loin dans le présent ouvrage, ainsi que dans d'autres de Mises) avait servi de modèle à Rand pour le personnage d'Ellsworth Toohey, le méchant de *The Fountainhead* (Cf. B. Branden, *op. cit.*, p. 139). Ndt.

¹ Un fait significatif est le succès de la diffusion des magazines à scandale [*exposé magazines*], la dernière nouveauté de la presse américaine. Ces magazines sont exclusivement consacrés à démasquer les méfaits et les vices secrets des gens connaissant le succès, plus particulièrement des millionnaires et des célébrités de l'écran. Selon le numéro du 11 juillet 1955 de *Newsweek*, les ventes de l'un de ces magazines ont été estimées à 3,8 millions d'exemplaires pour septembre 1955. Il est évident que l'homme moyen se réjouit de l'exposé des péchés — réels ou imaginaires — de ceux qui l'éclipsent.

libres. Elle constitue l'un des points essentiels du programme politique du libéralisme classique. Personne n'a jamais réussi à avancer la moindre objection défendable contre ces deux classiques : *Areopagitica* (1644) de John Milton et *On liberty* ([*De la Liberté*], 1859) de John Stuart Mill. L'absence de censure est le sang de la littérature.

Une presse libre ne peut exister que s'il y a contrôle privé des moyens de production. Dans une communauté socialiste, où tous les moyens de publication et toutes les imprimeries sont possédés et dirigés par le gouvernement, il ne peut être question d'une presse libre. Seul le gouvernement détermine qui doit avoir le temps et l'occasion d'écrire, ainsi que ce qui doit être imprimé et publié. Comparée à la situation prévalant en Russie soviétique, même la Russie tsariste ressemblait, rétrospectivement, à un pays jouissant de la liberté de la presse. Quand les nazis ont perpétré leurs célèbres *auto-dafés*, ils se conformaient strictement aux plans de l'un des grands auteurs socialistes : Cabet¹.

Comme toutes les nations se dirigent vers le socialisme, la liberté des auteurs disparaît peu à peu. Il devient jour après jour plus difficile de publier un livre ou un article dont le contenu déplait au gouvernement ou aux puissants groupes de pression. Les hérétiques ne sont pas encore « liquidés » comme en Russie, et leurs livres ne sont pas non plus brûlés par ordre de l'Inquisition. Il n'y a pas non plus de retour à l'ancien système de censure.

¹ Cf. Cabet, *Voyage en Icarie*, Paris, 1848, p. 127.

Les soi-disant progressistes ont des armes bien plus efficaces à leur disposition. Leur principal outil d'oppression est de boycotter les auteurs, les directeurs d'édition, les éditeurs, les imprimeurs, les publicitaires et les lecteurs.

Tout le monde est libre de s'abstenir de lire les livres, les revues et les journaux qu'il n'aime pas et de recommander aux autres de les éviter. Mais c'est une autre histoire lorsque certaines personnes menacent d'autres individus de sérieuses représailles au cas où ils n'arrêteraient pas d'aider certaines publications et leurs éditeurs. Dans de nombreux pays les éditeurs de journaux et de magazines craignent la perspective d'un boycottage de la part des syndicats. Ils évitent les discussions franches sur la question et se soumettent tacitement aux diktats des leaders syndicaux¹.

Les dirigeants syndicaux sont bien plus susceptibles que ne l'étaient les majestés royales ou impériales des époques passées. Ils ne supportent pas la plaisanterie. Leur susceptibilité a brisé la satire, la comédie et la comédie musicale au théâtre et a condamné les films de cinéma à la stérilité.

Dans l'*ancien régime*², les théâtres étaient libres de mettre en scène les moqueries de Beaumarchais vis-à-vis de l'aristocratie et l'opéra immortel composé par Mozart. En France, sous le Second Empire, *La Grande Duchesse de Gerolstein*, d'Offenbach

¹ Sur le système de boycottage mis en place par l'Église catholique, cf. P. Blanshard, *American Freedom and Catholic Power*, Boston, 1949, pp. 194-198.

² En français dans le texte. NdT.

et Halévy, parodiait l'absolutisme, le militarisme et la vie de cours. Napoléon III lui-même et certains autres monarques européens s'amusèrent de cette pièce qui les tournait en ridicule. À l'époque victorienne, le censeur du théâtre britannique, Lord Chamberlain, n'empêcha pas la représentation des comédies musicales de Gilbert et Sullivan, qui se moquaient de toutes les vénérables institutions du système de gouvernement britannique. Des Lords remplissaient les loges pendant que sur scène le Comte de Montararat chantait : « La Chambre des Pairs n'avait aucune prétention à l'élévation intellectuelle. »

De nos jours il est hors de question de parodier sur scène les pouvoirs en place. On ne tolère aucune réflexion désobligeante sur les syndicats, les coopératives, les entreprises dirigées par le gouvernement, les déficits budgétaires et autres caractéristiques de l'État-providence. Les dirigeants syndicaux et les bureaucrates sont sacro-saints. Restent à la comédie les sujets qui ont rendu abominables les opérettes et la comédie hollywoodienne.

5. Le fanatisme des gens de lettres

Un observateur superficiel des idéologies actuelles pourrait facilement ne pas reconnaître le fanatisme prévalant chez les faiseurs de l'opinion publique et les manœuvres qui rendent inaudibles la voix des dissidents. Il semble y avoir désaccord sur des questions considérées comme importantes. Les communistes, les socialistes et les intervention-

nistes ainsi que les diverses sectes et écoles de ces partis, se combattent entre eux avec une telle ardeur que l'attention est détournée des dogmes fondamentaux sur lesquels ils sont en accord total. D'un autre côté, les quelques penseurs indépendants qui ont le courage de mettre en doute ces dogmes sont en pratique mis hors-la-loi et leurs idées ne peuvent pas atteindre le public des lecteurs. La formidable machine de propagande et d'endoctrinement « progressiste » a bien réussi à faire respecter ses tabous. L'orthodoxie intolérante des écoles prétendument « hétérodoxes » domine la scène.

Ce dogmatisme « hétérodoxe » est un mélange contradictoire et confus de diverses doctrines incompatibles entre elles. C'est l'éclectisme dans ce qu'il a de pire, une accumulation incompréhensible d'hypothèses empruntées à des sophismes et à des malentendus démolis depuis belle lurette. Elle comprend des bouts en provenance de plusieurs auteurs socialistes, de la variété « utopique » et de la variété « marxiste scientifique », de l'École historique allemande, des Fabiens, des Institutionnalistes américains, des Syndicalistes français, des Technocrates. Elle répète les erreurs de Godwin, Carlyle, Ruskin, Bismarck, Sorel, Veblen et d'autres moins connus.

Le dogme fondamental de ce chœur décrète que la pauvreté est la conséquence d'institutions sociales inéquitables. Le péché originel qui a privé l'humanité de la vie merveilleuse du Jardin d'Eden fut l'établissement de la propriété privée et de l'entreprise privée. Le capitalisme ne sert que les intérêts égoïstes de farouches exploiteurs. Il condamne

les masses d'hommes droits à l'appauprissement progressif et à la déchéance. Ce qu'il faut pour rendre tous ces gens prospères, c'est dompter les cupidés exploiteurs grâce au grand dieu nommé État. La motivation du « service » doit remplacer la motivation du « profit ». Heureusement, disent-ils, aucune intrigue et aucune brutalité de la part des abominables « royalistes économiques » ne peut remettre en question le mouvement de réforme. L'avènement d'un âge de planification centralisée est inévitable. Il y aura alors abondance pour tous. Ceux qui souhaitent accélérer cette grande transformation se désignent eux-mêmes comme progressistes précisément parce qu'ils prétendent œuvrer pour la réalisation de ce qui est à la fois désirable et en accord avec les lois inexorables de l'évolution historique. Ils dénoncent comme réactionnaires tous ceux qui se sont engagés dans l'effort vain d'arrêter ce qu'ils appellent le progrès.

Du point de vue de ces dogmes, les progressistes préconisent certaines politiques qui, à les entendre, pourraient soulager immédiatement le sort des masses qui souffrent. Ils recommandent, par exemple, l'expansion du crédit et l'accroissement de la quantité de monnaie en circulation, des taux de salaire minimums à décréter et à faire appliquer soit par le gouvernement soit par la pression et la violence des syndicats, le contrôle du prix des biens et des loyers, ainsi que d'autres mesures interventionnistes. Les économistes ont cependant démontré que de tels remèdes de charlatan n'arrivaient pas à engendrer les résultats que leurs avocats cher-

chent à atteindre. Leur conséquence est une situation qui, *du point de vue de ceux-là même qui les préconisent et qui y ont recours*, est pire encore que l'état précédent qu'ils devaient modifier. L'expansion du crédit conduit au retour périodique des crises économiques et des périodes de dépression. L'inflation fait grimper le prix de tous les biens et services. Les tentatives visant à faire appliquer des taux de salaire supérieurs à ceux qui seraient déterminés par un marché libre produisent un chômage de masse prolongé année après année. Le plafonnement des prix conduit à une diminution de l'offre des biens concernés. Les économistes ont prouvé ces théorèmes d'une manière irréfutable. Aucun pseudo-économiste « progressiste » n'a d'ailleurs jamais essayé de les réfuter.

L'accusation essentielle portée par les progressistes contre le capitalisme est que la récurrence des crises et des dépressions, ainsi que le chômage de masse, sont des caractéristiques qui lui sont inhérentes. La démonstration que ces phénomènes sont, au contraire, le résultat des tentatives interventionnistes de contrôler le capitalisme et d'améliorer la situation de l'homme ordinaire donne à l'idéologie progressiste le coup de grâce. Comme les progressistes ne sont pas en mesure d'avancer la moindre objection défendable contre les enseignements des économistes, ils essaient de les cacher au peuple et plus particulièrement aux intellectuels et aux étudiants des universités. Toute référence à l'une de ces hérésies est formellement interdite. Leurs au-

teurs sont traités de tous les noms et on dissuade les étudiants de lire leur « fatras idiot ».

D'après le dogmatique progressiste, il existe deux groupes d'hommes se disputant pour savoir quelle sera la quantité du « revenu national » que chacun gardera pour lui. La classe possédante, les entrepreneurs et les capitalistes, auxquels ils se réfèrent souvent sous l'appellation de « patronat », n'est pas préparée à abandonner aux « travailleurs », c'est-à-dire aux salariés et aux employés, plus qu'une pécuviale, à peine plus que le minimum vital. Les travailleurs, comme on peut facilement le comprendre puisqu'ils sont énervés par la cupidité des patrons, sont enclins à tendre une oreille aux extrémistes, aux communistes, à ceux qui veulent exproprier totalement le patronat. Toutefois, la majorité de la classe des travailleurs est suffisamment modérée pour ne pas céder à l'extrémisme excessif. Ils rejettent le communisme et sont prêts à se contenter de moins que la confiscation totale des rentes « imméritées ». Leur objectif est une solution médiane, le planisme, l'État-providence, le socialisme. Dans cette controverse, les intellectuels qui n'appartiennent prétendument à aucun des deux camps opposés, sont appelés à jouer le rôle d'arbitres. Eux — les professeurs, représentants de la science, et les écrivains, représentants de la littérature — doivent freiner les extrémistes de chaque groupe, ceux qui recommandent le capitalisme comme ceux qui préconisent le communisme. Ils doivent être du côté des modérés. Ils doivent défendre le planisme, l'État-providence, le socialisme et soutenir toutes

les mesures destinées à réfréner la cupidité du patronat et à l'empêcher d'abuser de son pouvoir économique.

Il n'est pas nécessaire de recommencer à nouveau une analyse détaillée de tous les sophismes et de toutes les contradictions qu'implique cette façon de penser. Il est suffisant de distinguer trois erreurs fondamentales.

Premièrement : Le grand conflit idéologique de notre époque n'est pas une lutte pour la répartition du « revenu national ». Ce n'est pas une dispute entre deux classes dont chacune désire s'approprier la plus grande part d'une somme disponible et devant être distribuée. C'est un désaccord concernant le choix le plus adéquat du système d'organisation économique de la société. La question est : lequel de ces deux systèmes, capitalisme ou socialisme, garantit-il une productivité plus grande des efforts humains en vue d'améliorer le niveau de vie des gens ? La question est aussi : le socialisme peut-il être considéré comme une solution alternative au capitalisme et une quelconque conduite rationnelle des activités de production, c'est-à-dire une conduite basée sur le calcul économique, peut-elle être effectuée dans un régime socialiste ? Le fanatisme et le dogmatisme des socialistes se manifestent dans le fait qu'ils refusent obstinément d'examiner ces questions. Avec eux, la conclusion est déjà réglée d'avance : le capitalisme est le pire de tous les maux et le socialisme est l'incarnation de tout ce qui est bien. Toute tentative d'analyser les problèmes économiques d'une communauté socialiste

est considérée comme un crime de lèse-majesté. Comme la situation actuellement en vigueur dans les pays occidentaux ne permet pas encore de liquider, selon la méthode russe, de tels contrevenants, ils les insultent et les calomnient, jettent la suspicion sur leurs motivations et les boycotttent¹.

Deuxièmement : Il n'y a pas de différence économique entre le socialisme et le communisme. Les deux termes se rapportent au même système d'organisation de la société, c'est-à-dire au contrôle public de tous les moyens de production, par opposition au contrôle privé des moyens de production, à savoir le capitalisme. Les deux termes, socialisme et communisme, sont synonymes. Le document que tous les socialistes marxistes considèrent comme le fondement inébranlable de leurs principes est intitulé *Manifeste communiste*. Inversement, le nom officiel de l'empire russe est Union des républiques socialistes soviétiques (U.R.S.S.)².

L'antagonisme entre les partis socialistes et communistes actuels ne concerne pas le but ultime de leurs politiques. Il concerne principalement la

¹ Les deux dernières phrases ne se réfèrent pas aux trois ou quatre auteurs socialistes de notre époque qui — très tardivement en réalité en d'une manière très insatisfaisante — ont commencé à examiner les problèmes économiques du socialisme. Mais elles sont littéralement vraies pour tous les autres socialistes, depuis les origines des idées socialistes jusqu'à nos jours.

² Sur les tentatives de Staline de faire une distinction entre socialisme et communisme, cf. Mises, *Planned Chaos*, Irvington-on-Hudson, 1947, pp. 44-46. (Trad. fr. : *Le Chaos du planisme*).

volonté des dictateurs russes d'assujettir autant de pays que possible, et en premier lieu les États-Unis. Il concerne, de plus, la question de savoir si la réalisation du contrôle public des moyens de production doit être obtenue par des méthodes constitutionnelles ou par un renversement violent du gouvernement en place.

Les termes « planisme » et « État-providence » tels qu'ils sont utilisés par les économistes, les hommes d'État, les politiciens et toutes les autres personnes ne signifient pas non plus quelque chose de différent du but final du socialisme et du communisme. Le planisme signifie que le plan du gouvernement doit remplacer les plans des citoyens individuels. Il veut dire que les entrepreneurs et les capitalistes doivent être privés de la liberté d'utiliser leurs capitaux d'après leurs propres projets et qu'ils sont obligés de se soumettre sans condition aux ordres émis par le bureau central de planification. Ceci revient à transférer le contrôle des entrepreneurs et des capitalistes au gouvernement.

C'est par conséquent une grave erreur que de considérer le socialisme, le planisme ou l'État-providence comme des solutions au problème de l'organisation économique de la société qui différeraient de celle du communisme et qui devraient être considérées comme « moins absolutistes » ou « moins radicales ». Le socialisme et le planisme ne sont pas des antidotes au communisme comme semblent le croire de nombreuses personnes. Un socialiste n'est plus modéré qu'un communiste que dans la mesure où il ne livre pas de documents

secrets de son pays aux agents russes et ne projette pas d'assassiner les bourgeois anticomunistes. C'est, bien entendu, une différence très importante. Mais cela ne concerne en rien le but ultime de l'action politique.

Troisièmement : Capitalisme et socialisme sont deux modèles distincts d'organisation sociale. Le contrôle privé des moyens de production et leur contrôle public sont des notions contradictoires et pas seulement contraires. Il ne peut pas exister d'économie mixte, de système qui se tiendrait à mi-chemin entre le capitalisme et le socialisme. Ceux qui défendent ce que l'on prend à tort pour une solution médiane ne recommandent pas un compromis entre socialisme et capitalisme, mais un troisième modèle qui possède ses caractéristiques propres et qui doit être jugé selon ses propres mérites. Ce troisième système, que les économistes appellent interventionnisme, ne combinent pas, comme le proclament ses partisans, certains traits du capitalisme avec certaines caractéristiques du socialisme. C'est une chose totalement différente de chacun des deux. Les économistes qui déclarent que l'interventionnisme n'atteint pas les objectifs que ses tenants veulent obtenir, mais empire les choses — non pas du propre point de vue de l'économiste, mais de celui-là même des avocats de l'interventionnisme — ne sont pas des individus intransigeants et extrémistes. Ils ne font que décrire les conséquences inévitables de l'interventionnisme.

Quand Marx et Engels, dans le *Manifeste communiste*, défendaient des mesures interventionnistes

données, ils ne voulaient pas recommander un compromis entre le socialisme et le capitalisme. Ils considéraient ces mesures — qui, incidemment, sont les mêmes que celles qui forment l'essence des politiques de *New Deal* et de *Fair Deal* — comme les premiers pas sur la voie vers l'instauration du communisme intégral. Ils décrivaient eux-mêmes ces mesures comme « économiquement insuffisantes et insoutenables » et les réclamaient que parce que ces mesures « au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier ».

La philosophie sociale et économique des progressistes est donc un plaidoyer en faveur du socialisme et du communisme.

6. Les pièces et les romans « sociaux »

Le public, qui soutient les idées socialistes, demande plus de pièces et de romans socialistes (« sociaux »). Les auteurs, eux-mêmes imprégnés d'idées socialistes, sont prêts à offrir la matière réclamée. Ils décrivent des situations peu satisfaisantes qui, comme ils l'insinuent, sont la conséquence inévitable du capitalisme. Ils dépeignent la pauvreté et la misère noire, l'ignorance, la saleté et la maladie des classes exploitées. Ils critiquent sévèrement le luxe, la stupidité et la corruption morale des classes exploiteuses. À leurs yeux tout ce qui est mal et ridicule est bourgeois et tout ce qui est bon et sublime est prolétaire.

Les auteurs qui traitent des vies de personnes touchées par la pauvreté peuvent être divisés en deux catégories. La première est celle de ceux qui n'ont pas eu eux-mêmes l'expérience de la pauvreté, qui sont nés et ont été élevés dans un milieu « bourgeois » ou dans un milieu de salariés ou de paysans prospères : l'environnement dans lequel ils situent les personnages de leurs pièces et de leurs romans leur est étranger. Ces auteurs doivent donc, avant de commencer à écrire, rassembler des informations sur la vie de la classe qu'ils veulent dépeindre. Ils débutent leurs recherches. Mais, bien sûr, ils n'abordent pas le sujet de leurs études avec un esprit impartial. Ils savent à l'avance ce qu'ils découvriront. Ils sont convaincus que la situation des salariés est horrible et affligeante au-delà de toute imagination. Ils ferment les yeux sur tout ce qu'ils ne veulent pas voir et ne trouvent que ce qui confirme leurs idées préconçues. Les socialistes leur ont enseigné que le capitalisme est un système faisant terriblement souffrir les masses et que plus le capitalisme progresse et atteint sa pleine maturité, plus l'immense majorité s'appauvrit. Leurs romans et leurs pièces sont construits comme des cas d'école permettant de démontrer ce dogme marxiste.

Ce qui ne va pas avec ces auteurs n'est pas qu'ils choisissent de dépeindre la misère et le dénuement. Un artiste peut montrer sa maîtrise en traitant n'importe quel type de sujet. Leur erreur consiste plutôt dans leur déformation tendancieuse et dans leur interprétation erronée des conditions sociales.

Ils n'arrivent pas à saisir que les circonstances choquantes qu'ils décrivent sont le résultat de l'absence de capitalisme, les vestiges du passé pré-capitaliste ou les effets de politiques sabotant le fonctionnement du capitalisme. Ils ne comprennent pas que le capitalisme, en générant une production à grande échelle pour la consommation de masse, est fondamentalement un système qui élimine la misère autant que possible. Ils ne décrivent le salarié que dans son rôle d'ouvrier d'usine et ne réfléchissent jamais au fait qu'il est aussi le principal consommateur soit des biens manufacturés eux-mêmes, soit de la nourriture et des matières premières contre lesquelles on les échange.

La prédilection de ces auteurs pour traiter de la misère et de la détresse se transforme en une scandaleuse distorsion de la vérité quand ils laissent entendre qu'ils dépeignent une situation typique et représentative du capitalisme. L'information fournie par les données statistiques concernant la production et la vente de tous les articles de la production à grande échelle montre clairement que le salarié type ne vit pas dans les tréfonds de la misère.

Le représentant le plus éminent de l'école de la littérature « sociale » est Émile Zola. Il a établi le modèle qu'une foule d'imitateurs moins doués a adopté. À son avis l'art devait être intimement lié à la science. Il devait se fonder sur la recherche et illustrer les trouvailles de la science. Or le principal résultat des sciences sociales, selon Zola, était le dogme expliquant que le capitalisme serait le pire

de tous les maux et que l'avènement du socialisme serait à la fois inévitable et hautement désirable. Ses romans étaient « en fait un ensemble d'homélies socialistes »¹. Mais Zola, avec ses préjugés et son zèle prosocialiste, fut vite surpassé par la littérature « prolétarienne » de ses adeptes.

Les critiques littéraires « prolétariens » prétendent que ces auteurs « prolétariens » ne font que traiter des faits bruts de l'expérience du prolétariat². Toutefois, ces auteurs ne font pas que rapporter des faits. Ils les interprètent du point de vue des enseignements de Marx, de Veblen et des Webb. Cette interprétation est le fond de leurs écrits, le point saillant qui les caractérise comme propagande prosocialiste. Ces écrivains considèrent les dogmes sur lesquels reposent leur explication des événements comme étant évidents et irréfutables, et sont pleinement convaincus que leurs lecteurs partagent leur confiance. Il leur semble ainsi souvent superflu de mentionner explicitement les doctrines. Ils ne s'y réfèrent parfois que par insinuation. Mais ceci ne change pas le fait que tout ce qu'ils font passer dans leurs livres dépend de la validité des principes socialistes et des constructions pseudo-économiques. Leur fiction est une illustration des leçons des doctrinaires anti-capitalistes et s'effondre avec elles.

La deuxième catégorie des auteurs de fiction « prolétarienne » sont ceux qui sont nés dans le mi-

¹ Cf. P. Martino dans *Encyclopedia of the Social Science*, Vol. XV, p. 537.

² Cf. J. Freeman, *Introduction to Proletarian Literature in the United States, an Anthology*, New York, 1935, pp. 9-28.

lieu de prolétaires qu'ils décrivent dans leurs livres. Ces hommes sont sortis de cet environnement de travailleurs manuels et ont rejoint les rangs des professions libérales. Ils ne sont pas, contrairement aux auteurs prolétariens issus d'un milieu « bourgeois », dans la nécessité d'apprendre quelque chose sur la vie des salariés. Ils peuvent utiliser leur propre expérience.

Cette expérience personnelle leur apprend des choses qui contredisent catégoriquement les dogmes essentiels du credo socialiste. On ne barre pas l'accès à des positions plus satisfaisantes aux fils talentueux et très travailleurs de parents vivant dans des conditions modestes. Les auteurs issus d'un milieu « prolétarien » sont eux-mêmes un témoignage de ce fait. Ils savent pourquoi eux ont réussi alors que la plupart de leurs frères et de leurs camarades n'y sont pas parvenus. Au cours de leur progression vers une meilleure position sociale, ils ont amplement eu l'occasion de rencontrer d'autres jeunes gens qui, comme eux, désiraient apprendre et progresser. Ils savent pourquoi certains d'entre eux ont trouvé leur voie et pourquoi d'autres l'ont ratée. Désormais, vivant au sein des « bourgeois », ils découvrent que ce qui distingue l'homme qui gagne beaucoup d'argent de celui qui en gagne moins n'est pas que le premier est un escroc. Ils n'auraient pas dépassé le niveau auquel ils sont nés s'ils avaient été assez stupides pour ne pas voir que beaucoup d'industriels et de membres des professions libérales sont eux aussi des *self-made men*, qui ont commencé par être pauvres. Ils ne peuvent pas

ne pas saisir que les différences de revenus sont dues à des facteurs autres que ceux suggérés par le ressentiment socialiste.

Si de tels auteurs se laissent aller à écrire ce qui est en réalité une prose prosocialiste, ils ne sont pas sincères. Leurs romans et leurs pièces ne sont pas véridiques et sont donc bonnes à jeter à la poubelle. Ils sont bien en deçà du niveau des livres de leurs collègues d'origine « bourgeoise », qui au moins croient ce qu'ils écrivent.

Les auteurs socialistes ne se contentent pas de dépeindre la situation des victimes du capitalisme. Ils s'occupent aussi de la vie et des actions de ses bénéficiaires : les hommes d'affaires. Ils sont résolus à révéler aux lecteurs comment naissent les profits. Comme ils ne sont pas eux-mêmes — Dieu merci — familiers d'un sujet aussi sale, ils cherchent d'abord des informations dans les livres des historiens compétents. Voici ce que ces experts leur racontent sur les « gangsters de la finance » et les « requins de l'industrie » et sur la façon dont ils acquièrent leurs richesses : « Il commença sa carrière comme conducteur de bestiaux, ce qui veut dire qu'il achetait le bétail des fermiers et le menait au marché pour l'y vendre. Le bétail était vendu aux bouchers d'après son poids. Juste avant de se rendre au marché, il gavait les bêtes de sel et leur donnait à boire de grandes quantités d'eau. Un gallon d'eau pesait environ huit livres. Mettez trois ou quatre gallons d'eau dans une vache, et vous avez quelque chose en plus quand il s'agit de la

vendre. »¹ Dans la même veine, des douzaines et des douzaines de romans et de pièces de théâtre racontent les transactions du vilain de leur intrigue : l'homme d'affaires. Les magnats de l'industrie deviennent riches en vendant de l'acier fendu et de la nourriture avariée, des chaussures avec des semelles en carton et des articles de coton présentés comme de la soie. Ils soudoient les sénateurs et les gouverneurs, les juges et la police. Ils trompent leurs clients et leurs employés. C'est une histoire très simple.

Il n'est jamais venu à l'esprit de ces auteurs que leur narration présente implicitement tous les autres Américains comme de parfaits idiots que tout vaurien peut facilement duper. L'astuce mentionnée plus haut sur les vaches gonflées est la méthode d'arnaque la plus primitive et la plus ancienne. Il est difficile de croire qu'il reste quelque part dans le monde des acheteurs de bétail assez stupides pour s'y laisser prendre. Supposer qu'il y a aux États-Unis des bouchers qui pourraient se laisser tromper de cette façon, c'est trop attendre de la simplicité du lecteur. Il en va de même pour toutes les fables similaires.

Dans sa vie privée l'homme d'affaires, tel que le dépeint l'auteur « progressiste », est un barbare, un joueur et un ivrogne. Il passe ses jours aux courses, ses soirées dans les boîtes de nuit et ses nuits avec

¹ Cf. Woodward (*A New American History*, New York, 1938, p. 608) qui raconte la biographie d'un homme d'affaires qui subventionnait un séminaire de théologie.

ses maîtresses. Comme Marx et Engels l'ont souligné dans le *Manifeste communiste*, ces « bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles des prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement. » Voilà le reflet du monde des affaires américain tel que le renvoie une grande partie de la littérature américaine¹.

¹ Cf. la brillante analyse de John Chamberlain, « The Businessman in Fiction » (*Fortune*, novembre 1948, pp. 134-148).

4.

LES OBJECTIONS NON ÉCONOMIQUES AU CAPITALISME

1. L'argument du bonheur

Les critiques portent deux accusations contre le capitalisme : Premièrement, disent-ils, posséder une automobile, un poste de télévision et un réfrigérateur ne rend pas un homme heureux. Deuxièmement, ils ajoutent qu'il existe encore des gens ne possédant aucune de ces choses. Ces deux remarques sont exactes mais ne constituent pas un reproche à l'encontre du système capitaliste de coopération sociale.

Les gens ne travaillent pas et ne se dérangent pas afin d'atteindre le bonheur total, mais afin d'éliminer autant que possible un certain malaise ressenti pour devenir ainsi plus heureux qu'ils ne l'étaient avant. Un homme qui achète un poste de télévision démontre par là qu'il pense que la possession de cette invention améliorera son bien-être et le rendra plus content qu'il ne l'était sans. S'il en était autrement, il ne l'aurait pas acheté. Le rôle d'un médecin n'est pas de rendre le patient heureux, mais d'éliminer sa douleur et de le remettre en meilleure forme en vue de poursuivre le but principal de tout être vivant : lutter contre tous les facteurs préjudiciables à sa vie et à son bien-être.

Il est peut-être vrai qu'il y a parmi les mendians bouddhistes, vivant de l'aumône dans la saleté et la misère, certains individus se sentant parfaitement heureux et n'enviant aucun nabab. Toutefois, c'est un fait que pour l'immense majorité de la population une telle vie apparaîtrait insupportable. Pour ceux-ci, l'élan les poussant à améliorer continuellement les conditions matérielles de l'existence est inscrit en eux. Qui prétendrait donner un mendiant asiatique comme exemple à l'Américain moyen ? Une des plus grandes réussites du capitalisme est la baisse de la mortalité infantile. Qui nierait que ce phénomène a au moins éliminé l'une des causes du chagrin de nombreuses personnes ?

Le second reproche qui est fait au capitalisme — à savoir que les innovations techniques et thérapeutiques ne bénéficient pas à tout le monde — n'est pas moins absurde. Les modifications des conditions humaines proviennent des premiers pas effectués par les hommes les plus intelligents et les plus énergiques. Ces derniers prennent la tête et le reste de l'humanité les suit petit à petit. L'innovation est d'abord un luxe de seulement quelques-uns, jusqu'à ce qu'elle arrive peu à peu à la portée du grand nombre. On ne peut pas raisonnablement reprocher à l'utilisation de chaussures ou de fourchettes le fait qu'elles ne se soient répandues que lentement et qu'aujourd'hui encore des millions vivent sans elles. Les dames et gentilshommes délicats qui furent les premiers à utiliser du savon annonçaient la production de savon à grande échelle pour l'homme ordinaire. Si ceux qui ont aujourd'hui les moyens

d'acheter un poste de télévision s'abstenaient de le faire parce que certaines personnes ne peuvent se le permettre, ils n'assureraient pas la promotion mais empêcheraient la popularisation de cette invention¹.

2. Le matérialisme

Il y a aussi des râleurs qui reprochent au capitalisme ce qu'ils appellent son matérialisme mesquin. Ils ne peuvent refuser d'admettre que le capitalisme possède une tendance à améliorer les conditions matérielles de l'humanité. Mais, disent-ils, il a détourné les hommes de poursuites plus nobles et plus hautes. Il nourrit les corps, mais affame les âmes et les esprits. Il a conduit à un déclin des arts. Finis les jours des grands poètes, sculpteurs et architectes. Notre époque ne produit que de la came-lote.

Le jugement sur les mérites d'une œuvre d'art est entièrement subjectif. Certaines personnes vantent ce que d'autres méprisent. Il n'y a pas d'étalon permettant de mesurer la valeur esthétique d'un poème ou d'un bâtiment. Ceux qui sont enchantés par la cathédrale de Chartres et *Les Ménines* de Vélasquez peuvent penser que ceux qui ne sont pas touchés par ces merveilles sont des rustres. Beaucoup d'étudiants s'ennuient à mort quand l'école

¹ Voir pp. 55-56 à propos de la tendance inévitable du capitalisme à raccourcir l'intervalle qui sépare l'apparition d'une nouvelle amélioration du moment où elle se généralise.

les oblige à lire *Hamlet*. Seuls ceux qui possèdent une lueur d'esprit artistique peuvent apprécier et jouir du travail d'un artiste.

Chez ceux qui prétendent à l'appellation de personnes instruites, il y a beaucoup d'hypocrisie. Certains prennent un air de connaisseur et feignent l'enthousiasme pour l'art du passé et les artistes morts depuis longtemps. Ils ne montrent aucune sympathie du même type pour les artistes contemporains qui se battent encore pour être reconnus. L'adoration feinte envers les vieux maîtres est chez eux un moyen de dénigrer et de tourner en ridicule les nouveaux, qui s'écartent des canons traditionnels pour créer les leurs.

On se souviendra de John Ruskin — avec Carlyle, les Webb, Bernard Shaw et quelques autres — comme l'un des grands fossoyeurs de la liberté, de la civilisation et de la prospérité britanniques. Personnage misérable dans sa vie privée comme dans sa vie publique, il glorifiait la guerre et l'effusion de sang, et calomniait les enseignements de l'économie politique qu'il ne comprenait pas. C'était un grand détracteur de l'économie de marché et un apologiste romantique des guildes. Il rendait hommage aux arts des siècles passés. Mais quand il se trouva en face de l'œuvre d'un grand artiste vivant, Whistler, il la critiqua avec un langage tellement infect et tellement plein de reproches qu'il fut poursuivi pour diffamation et condamné par le jury. Ce furent les écrits de Ruskin qui popularisèrent le préjugé selon lequel le capitalisme, en plus d'être un mauvais système économique, aurait remplacé

la beauté par la laideur, la grandeur par l'insignifiance, l'art par l'ordure.

Comme les gens sont en grand désaccord quant à l'appréciation des œuvres artistiques, il n'est pas possible de démolir le discours sur l'infériorité artistique de l'époque capitaliste de la manière apodictique avec laquelle on réfute les erreurs d'un raisonnement logique ou la démonstration de faits d'expérience. Cependant, aucun homme raisonnable ne serait assez insolent pour diminuer la grandeur des exploits artistiques de l'âge du capitalisme.

L'art prééminent de cette époque de « matérialisme mesquin et d'argent » fut la musique. Wagner et Verdi, Berlioz et Bizet, Brahms et Bruckner, Hugo Wolf et Mahler, Puccini et Richard Strauss, quelle illustre cavalcade ! Quelle ère que celle où des maîtres comme Schumann et Donizetti étaient eclipsés par des génies encore plus grands !

Il y a aussi les grands romans de Balzac, Flaubert, Maupassant, Jens Jacobsen, Proust, et les poèmes de Victor Hugo, Walt Whitman, Rilke, Yeats. Comme nos vies seraient appauvries si nous devions nous priver des œuvres de ces géants et de nombreux autres auteurs tout aussi sublimes.

N'oublions pas les peintres et les sculpteurs français, qui nous ont appris de nouvelles façons de regarder le monde et de tirer plaisir de la lumière et des couleurs.

Personne n'a jamais contesté que cette époque a encouragé toutes les branches d'activités scientifiques. Mais, disent-ils, ce fut principalement le

travail de spécialistes, tandis qu'une « synthèse » manquait. Il serait difficile d'interpréter d'une manière plus absurde les enseignements de la biologie, de la physique et des mathématiques modernes. Et que dire des livres de philosophes comme Croce, Bergson, Husserl et Whitehead ?

Chaque époque a son propre caractère quant à ses hauts faits artistiques. L'imitation des chefs-d'œuvre du passé n'est pas un art : c'est de la routine. Ce qui donne sa valeur à une œuvre, ce sont les traits qui la distinguent des autres. C'est ce qu'on appelle le style d'une époque.

Sur un point, les apologistes du passé semblent avoir raison. Les dernières générations n'ont pas légué au futur de monuments comparables aux pyramides, aux temples grecs, aux cathédrales gothiques, aux églises et aux palais de la Renaissance et de la période baroque. De nombreuses églises et même des cathédrales ont été construites au cours des cent dernières années, et encore davantage de palais gouvernementaux, d'écoles et de bibliothèques. Mais ces constructions ne montrent aucune conception originale : elles reflètent des styles anciens ou en mélangeant plusieurs. Ce n'est que dans les immeubles d'habitation et de bureaux, ainsi que dans les maisons individuelles, que nous pouvons voir se développer ce qui pourrait être qualifié de style architectural de notre époque. Bien que ce ne serait que du pédantisme que de ne pas apprécier la grandeur spécifique de vues comme la ligne de toits de New York, on peut admettre que l'architecture

moderne n'a pas atteint l'éminence des siècles du passé.

Les raisons en sont variées. En ce qui concerne les édifices religieux, le conservatisme accentué des églises fait fuir toute innovation. Avec la disparition des dynasties et des aristocraties, l'impulsion poussant à construire de nouveaux palais s'est perdue. La richesse des entrepreneurs et des capitalistes est, quoi qu'en raconte les démagogues anti-capitalistes, tellement inférieure à celle des rois et des princes qu'ils ne peuvent se permettre de telles constructions luxueuses. Personne n'est aujourd'hui assez riche pour décider de construire des palais comme ceux de Versailles ou de l'Escorial. La construction des bâtiments du gouvernement n'est plus décidée par des despotes qui étaient libres, au mépris de l'opinion publique, de choisir un maître qu'ils tenaient eux-mêmes en haute estime et de financer un projet scandalisant la majorité bornée. Les comités et les conseils ont peu de chances d'adopter les idées de pionniers courageux. Ils préfèrent se ranger du côté sûr.

Il n'y a jamais eu d'ère dans laquelle le grand nombre soit préparé à rendre justice à l'art contemporain. La révérence envers les auteurs et les artistes a toujours été limitée à de petits groupes. Ce qui caractérise le capitalisme n'est pas le mauvais goût des foules, mais le fait que ces foules, rendues prospères par le capitalisme, sont devenues « consommatrices » de littérature — de mauvaise littérature, bien sûr. Le marché des livres est noyé sous un déluge de fiction sans valeur à destination

de semi-barbares. Mais cela n'empêche pas les grands auteurs de créer des œuvres impérissables.

Les critiques versent des larmes sur le déclin des arts industriels. Ils opposent par exemple les anciens meubles conservés dans les châteaux des familles aristocratiques d'Europe et dans les collections des musées, avec les choses bon marché fabriquées par la production de masse. Ils n'arrivent pas à voir que ces articles de collectionneurs étaient uniquement fabriqués pour les gens aisés. On ne trouvait pas les coffres ciselés et les tables de marqueterie dans les misérables mesures des couches pauvres. Ceux qui ergotent sur les meubles bon marché du salarié américain devraient traverser le Rio Grande et examiner les demeures des péons mexicains, qui n'ont pas de meubles du tout. Quand l'industrie moderne commença à approvisionner les masses avec tout un attirail améliorant la vie, sa principale préoccupation était de produire à un prix aussi bas que possible, sans faire attention à la valeur esthétique. Plus tard, après que les progrès du capitalisme eurent augmenté le niveau de vie des masses, elle se tourna petit à petit vers la fabrication de choses ne manquant pas de raffinement et de beauté. Seules des préoccupations romantiques peuvent conduire un observateur à ignorer le fait que de plus en plus de citoyens des pays capitalistes vivent dans un environnement que l'on ne peut pas simplement écarter comme laid.

3. L'injustice

Les détracteurs les plus passionnés du capitalisme sont ceux qui le rejettent en raison de sa présumée injustice.

C'est un passe-temps gratuit que de dépeindre ce qui *devrait* être et n'est pas parce que contraire aux lois inflexibles de l'univers réel. De telles rêveries peuvent être considérées comme inoffensives tant qu'elles ne restent justement que des rêvasseries. Mais quand leurs auteurs commencent à ignorer la différence entre l'imagination et la réalité, ils constituent l'obstacle le plus sérieux aux tentatives humaines d'améliorer les conditions matérielles de la vie et du bien-être.

La pire de ces illusions est l'idée selon laquelle la « nature » aurait donné à tout homme certains droits. Selon cette doctrine la nature est généreuse avec tout nouveau-né. Il y a abondance de tout pour tout le monde. Par conséquent, chaque individu a le droit inaliénable et juste, vis-à-vis de ses semblables et de la société, d'obtenir la pleine part que la nature lui a allouée. Les lois éternelles de la justice naturelle et divine demandent que personne ne s'approprie pour lui ce qui appartient de droit aux autres. Les pauvres ne sont dans le besoin que parce que des personnes injustes les ont privés des droits qu'ils acquièrent à leur naissance. C'est le rôle de l'Église et des autorités séculières que d'empêcher une telle spoliation et de rendre tout le monde prospère.

Chaque élément de cette doctrine est faux. La

nature n'est pas généreuse mais avare. Elle a limité la quantité de tous les biens indispensables à la préservation de la vie humaine. Elle a peuplé le monde d'animaux et de plantes qui possèdent en eux un aiguillon les poussant à détruire la vie et le bien-être humains. Elle déploie des pouvoirs et des éléments dont l'effet est dommageable à la vie humaine et aux tentatives des hommes pour la préserver. La survie et le bien-être de l'homme sont la conséquence du talent avec lequel il a utilisé le principal instrument que la nature lui a donné : la raison. Les hommes, en coopérant dans le système de la division du travail, ont créé toute la richesse que les rêveurs considèrent comme un don gratuit de la nature. En ce qui concerne la « répartition », la « distribution », de cette richesse, c'est un nonsens que de se référer à un prétendu principe de justice divine ou naturelle. Ce qui compte, ce n'est pas l'allocation des parts d'un fonds offert à l'homme par la nature. Le problème est plutôt de promouvoir les institutions sociales permettant aux individus de continuer et d'augmenter la production de toutes les choses dont ils ont besoin.

Le Conseil œcuméniques des Églises, organisation qui rassemble diverses églises protestantes, a déclaré en 1948 : « La justice exige que les habitants d'Asie et d'Afrique, par exemple, tirent les bénéfices de la plus grande production obtenue grâce à l'emploi des machines. »¹ Cela n'a de sens

¹ Cf. *The Church and the Disorder of Society*, New York, 1948, p. 198.

que si l'on suppose que le Seigneur a offert à l'humanité une quantité bien déterminée de machines et que l'on s'attend à ce que ces dispositifs soient distribués de manière égale entre les diverses nations. Et les pays capitalistes auraient été assez mauvais pour s'emparer d'une quantité de ce stock bien plus grande que celle que leur aurait attribué la « justice ». Ils auraient ainsi privé les habitants de l'Asie et de l'Afrique de la juste part qui leur revenait. Quelle honte !

La vérité est que l'accumulation de capital et son investissement en machines, source de la richesse comparativement plus grande des populations occidentales, sont dus exclusivement au capitalisme de laissez-faire que le même document produits par les églises dénature avec passion et rejette sur des bases morales. Ce n'est pas la faute des capitalistes si les Asiatiques et les Africains n'ont pas adopté les politiques et les idéologies qui auraient permis l'évolution d'un capitalisme autochtone. Ce n'est pas non plus la faute des capitalistes si les politiques de ces nations ont contrarié les tentatives des investisseurs étrangers de leur apporter « les bénéfices de la plus grande production obtenue grâce à l'emploi des machines. » Personne ne conteste que ce qui plonge dans le dénuement des centaines de millions de gens en Asie et en Afrique est qu'ils s'accrochent à des méthodes de production primitives et passent à côté des bénéfices que l'emploi de meilleurs outils et de projets techniques modernes leur aurait conféré. Or il n'y a qu'une manière de soulager la misère — à savoir adopter complète-

ment le capitalisme de laissez-faire. Ce dont ils ont besoin, c'est de l'entreprise privée et de l'accumulation de nouveaux capitaux, de capitalistes et d'entrepreneurs. C'est un non-sens que d'accuser le capitalisme et les nations capitalistes occidentales de la triste situation que les peuples arriérés ont entraînée eux-mêmes. Le remède indiqué n'est pas la « justice » mais le remplacement de politiques malsaines par des politiques saines, c'est-à-dire de laissez-faire.

Ce n'est pas une discussion inutile sur un concept vague de la justice qui a élevé dans les pays capitalistes le niveau de vie de l'homme ordinaire à ce qu'il est aujourd'hui, mais les activités de ces hommes qualifiés de « farouches individualistes » et « d'exploiteurs ». La pauvreté des nations arriérées est due au fait que leurs politiques d'expropriation, de taxation discriminatoire et de contrôle des changes ont écarté l'investissement de capitaux étrangers alors que leurs politiques intérieures ont empêché l'accumulation de capitaux nationaux.

Tous ceux qui rejettent le capitalisme sur des bases morales comme étant un système injuste sont induits en erreur par leur incapacité à comprendre ce qu'est le capital, comment il est créé et maintenu, et les bénéfices qui découlent de son emploi dans les processus de production.

La seule source de création de biens du capital supplémentaires est l'épargne. Si tous les biens produits sont consommés, aucun capital neuf n'est créé. Mais si la consommation est inférieure à la production et que le surplus de biens nouvellement

créés par rapport aux biens consommés est utilisé dans des processus de production additionnels, ces processus sont par là réalisés avec l'aide de davantage de biens du capital. Tous les biens du capital sont des biens intermédiaires, des étapes sur le chemin de la production qui mène du premier emploi des facteurs originels de la production, c'est-à-dire des ressources naturelles et de la main-d'œuvre, à la fabrication finale de biens prêts à être consommés. Tous sont périssables. Ils sont, tôt ou tard, totalement usés par le processus de production. Si tous les biens sont consommés sans qu'il y ait remplacement des biens du capital usés par la production, le capital est consommé. Quand ceci se produit, la production future ne sera assistée que par une quantité moindre en biens du capital et fournira par conséquent une quantité de biens plus faible par unité de ressources naturelles et de main-d'œuvre employées. Pour éviter ce type de dissipation de l'épargne et de l'investissement, il faut consacrer une part de l'effort productif à maintenir le capital, à remplacer les biens du capital utilisés dans la production de biens utilisables.

Le capital n'est pas un don gratuit de Dieu ou de la nature. Il vient de ce que l'homme réduit, de manière prévoyante, sa consommation. Il est créé et accru par l'épargne et maintenu par le fait de s'abstenir de consommer l'épargne.

Ni le capital ni les biens du capital n'ont en eux-mêmes le pouvoir d'augmenter la productivité des ressources naturelles et de la main-d'œuvre. Ce n'est que si les fruits de l'épargne sont employés

ou investis de manière sage qu'ils accroissent la production par unité de ressources naturelles et de travail employés. Si tel n'est pas le cas, ils sont dissipés ou gaspillés.

L'accumulation de nouveaux capitaux, le maintien du capital déjà accumulé et l'utilisation du capital afin d'augmenter la productivité de l'effort humain sont les fruits d'une action humaine réfléchie. Ils sont le résultat d'une part du comportement économique de gens qui épargnent et s'abstinent de consommer leur épargne, à savoir les capitalistes (qui touchent l'intérêt) ; et d'autre part de ceux qui réussissent à utiliser le capital disponible pour satisfaire au mieux les besoins des consommateurs, à savoir les entrepreneurs (qui touchent un profit).

Ni le capital (ou les biens du capital), ni le comportement des capitalistes et des entrepreneurs dans leurs rapports avec le capital, ne pourraient améliorer le niveau de vie du reste de la population, si celui-ci, constitué de gens qui ne sont ni capitalistes ni entrepreneurs, ne réagissait pas d'une certaine façon. Si les salariés se comportaient comme le décrit la fallacieuse « loi d'airain des salaires » et n'utilisaient leurs revenus que pour se nourrir et procréer davantage d'enfants, l'accroissement du capital accumulé suivrait l'accroissement de la population. Tous les bénéfices découlant de l'accumulation de capitaux supplémentaires seraient absorbés par la multiplication de la population. Cependant, les hommes ne répondent pas à l'amélioration de leurs conditions de vie matérielles

comme le font les rongeurs et les microbes. Ils connaissent aussi des satisfactions autres que manger et proliférer. Par conséquent, dans les pays de civilisation capitaliste, l'accroissement du capital accumulé va plus vite que l'accroissement de la population. Dans la mesure où cela se produit, la productivité marginale du travail est accrue par rapport à la productivité marginale des facteurs matériels de production. Il en ressort une tendance à la hausse des salaires. La proportion du montant total de la production qui va aux salariés est augmentée par rapport à celle qui va comme intérêt aux capitalistes et comme rente aux propriétaires de sol¹.

Parler de la productivité du travail n'a de sens que si l'on se réfère à la productivité marginale du travail, c'est-à-dire à la baisse de production nette causée par la suppression d'un travailleur. Elle se réfère alors à une quantité économique bien définie, à une quantité déterminée de biens ou à son équivalent monétaire. Le concept de productivité générale du travail, tel qu'il est utilisé dans le discours populaire à propos d'un présumé droit natu-

¹ Les profits n'en sont pas affectés. Ils constituent la rémunération découlant de l'ajustement de l'emploi des facteurs matériels de production et de la main-d'œuvre aux changements se produisant dans l'offre et dans la demande. Ils ne dépendent que de l'ampleur du mauvais ajustement préalable et de l'ampleur dans laquelle il a été éliminé. Ils sont transitoires et disparaissent une fois que le mauvais ajustement a été complètement éliminé. Mais comme des changements de l'offre et de la demande se produisent toujours et encore, de nouvelles sources de profit émergent elles aussi sans cesse.

rel des travailleurs à obtenir la totalité de l'accroissement de la productivité, est vide de sens et indéfinissable. Il se base sur l'illusion qu'il serait possible de déterminer les parts revenant à chacun des divers facteurs complémentaires de production ayant physiquement contribué à fabriquer le produit. Si l'on coupe une feuille de papier avec des ciseaux, il est impossible d'attribuer une partie du résultat aux ciseaux (ou à chacune des deux lames) et une autre à celui qui les tenait. Pour fabriquer une voiture, il faut diverses machines et divers outils, différentes matières premières, le travail de divers travailleurs manuels et, avant tout, le plan d'un concepteur. Mais personne ne peut décider quel pourcentage de la voiture une fois terminée doit être physiquement attribué à chaque facteur dont la coopération fut nécessaire à la production de l'automobile.

Pour simplifier le raisonnement, nous pouvons un moment mettre de côté toutes les considérations qui montrent les erreurs du traitement populaire du problème et demander : Lequel de ces deux facteurs, main-d'œuvre ou capital, a-t-il entraîné l'accroissement de productivité ? Or précisément, si nous posons la question de cette façon, la réponse doit être : le capital. Ce qui fait que la production totale des États-Unis d'aujourd'hui est plus élevée (par tête de main-d'œuvre employée) que celle des époques passées ou que celle des pays économiquement arriérés — comme la Chine, par exemple — est le fait que le travailleur américain contemporain a à sa disposition davantage et de meilleurs

outils. Si l'équipement du capital (par tête d'ouvrier) n'était pas plus abondant qu'il ne l'était il y a trois cents ans ou qu'il ne l'est aujourd'hui en Chine, la production (par tête d'ouvrier) ne serait pas plus grande. Ce qui est nécessaire pour augmenter, en l'absence d'un accroissement du nombre de travailleurs employés, le montant total de la production industrielle de l'Amérique, c'est l'investissement de capitaux supplémentaires, qui ne peuvent être accumulés que par davantage d'épargne. Ce sont ceux qui épargnent et qui investissent qu'il faut remercier pour la multiplication de la productivité de la force de travail totale.

Ce qui fait monter le taux des salaires et alloue aux salariés une part sans cesse croissante de la production accrue grâce à l'accumulation de capitaux additionnels, c'est le fait que le taux d'accumulation du capital dépasse le taux d'accroissement de la population. La doctrine officielle passe ce fait sous silence, voire le nie catégoriquement. Mais la politique des syndicats montre clairement que leurs dirigeants sont pleinement conscients que la théorie qu'ils dénoncent publiquement comme apologétique bourgeoise est correcte. Ils désirent restreindre le nombre des chercheurs d'emplois dans l'ensemble du pays par des lois anti-immigration et dans chaque branche du marché du travail en empêchant l'arrivée de nouveaux venus.

Que l'augmentation des taux de salaire ne dépende pas de la « productivité » du travailleur individuel, mais de la productivité marginale du travail, a été clairement démontré par le fait que les

taux des salaires ont également grimpé dans les emplois où la « productivité » de l'individu n'a pas changé du tout. Il y a quantité de tels métiers. Un barbier rase de nos jours un client exactement de la même façon que ses prédécesseurs le faisaient il y a deux siècles. Un maître d'hôtel attend à la table du premier ministre britannique de la même manière que les maîtres d'hôtel qui servaient autrefois Pitt et Palmerston. Dans l'agriculture, certains travaux sont encore accomplis avec les mêmes outils et de la même façon qu'il y a plusieurs siècles. Et pourtant les taux des salaires touchés par tous ces travailleurs sont aujourd'hui bien plus élevés qu'ils ne l'étaient par le passé. Il en est ainsi parce qu'ils sont déterminés par la productivité marginale du travail. L'employeur d'un maître d'hôtel veut éviter que cet homme parte travailler dans une usine et doit donc payer l'équivalent d'une augmentation de production que l'emploi additionnel d'une personne apporterait dans une usine. Ce n'est nullement un quelconque mérite de la part du maître d'hôtel qui cause la hausse de son salaire, mais le fait que l'augmentation du capital investi dépasse l'accroissement du nombre de paires de bras.

Toutes les doctrines pseudo-économiques dévalorisant l'épargne et l'accumulation de capital sont absurdes. Ce qui constitue la grande richesse de la société capitaliste par rapport à la richesse plus faible d'une société non capitaliste, c'est le fait que la quantité de biens du capital disponibles est plus élevée dans la première que dans la seconde. Ce qui a amélioré le niveau de vie des salariés est le

fait que l'équipement en capital par tête d'homme désireux de toucher un salaire a augmenté. C'est en raison de ce fait qu'une part de plus en plus grande du montant total des biens utilisables produits va aux salariés. Aucune des tirades enflammées de Marx, Keynes et d'une foule d'auteurs moins connus n'a pu montrer le moindre point faible dans l'affirmation selon laquelle il n'y a qu'une manière d'augmenter les taux de salaire de manière permanente et au bénéfice de tous ceux voulant toucher un salaire — à savoir accélérer l'accroissement du capital disponible rapporté à la population. Si cela est « injuste », alors la responsabilité en incombe à la nature et non à l'homme.

4. Le « préjugé bourgeois » de la liberté

L'histoire de la civilisation occidentale est celle d'une lutte incessante pour la liberté.

La coopération sociale dans le cadre de la division du travail est l'unique et ultime source du succès de l'homme dans son combat pour la survie et dans ses efforts pour améliorer autant que possible les conditions matérielles de son bien-être. Mais, la nature humaine étant ce qu'elle est, la société ne peut pas exister s'il n'y a pas de dispositions prises pour empêcher des individus indisciplinés d'entreprendre des actions incompatibles avec la vie en communauté. Afin de préserver la coopération pacifique, il faut être prêt à avoir recours à la suppression violente de ceux qui perturbent la paix. La société ne peut se passer d'un appareil social de

coercition et de contrainte, c'est-à-dire d'un État et d'un gouvernement. Un nouveau problème se pose alors : comment faire en sorte que les hommes en charge des fonctions gouvernementales n'abusent pas de leur pouvoir et ne transforment pas en pratique les autres individus en esclaves. Le but de toutes les luttes pour la liberté est de maintenir dans certaines limites les défenseurs armés de la paix, les gouvernants et leurs agents. Le concept politique de liberté individuelle signifie liberté vis-à-vis d'une action de la part des pouvoirs de police.

L'idée de liberté est et a toujours été particulière à l'Occident. Ce qui sépare l'Orient et l'Occident est avant tout le fait que les peuples de l'Orient n'ont jamais conçu l'idée de la liberté. La gloire impérissable des Grecs antiques fut d'être les premiers à saisir la signification et l'importance des institutions garantissant la liberté. Les recherches historiques récentes ont fait remonter l'origine de certaines réalisations scientifiques auparavant attribuées aux Hellènes à des sources orientales. Mais personne n'a jamais contesté que l'idée de la liberté trouve son origine dans les cités de la Grèce antique. Les écrits des philosophes et historiens grecs la transmirent aux Romains, puis plus tard à l'Europe moderne et à l'Amérique. Elle devint une préoccupation essentielle de tous les plans occidentaux pour établir la bonne société. Elle engendra la philosophie du laissez-faire à laquelle l'humanité doit toutes les réussites sans précédent de l'âge du capitalisme.

Le but des institutions politiques et judiciaires modernes est de sauvegarder la liberté des individus contre les empiètements de la part du gouvernement. Le gouvernement représentatif et l'état de droit, l'indépendance des cours et des tribunaux par rapport à l'interférence des agences administratives, *l'habeas corpus*, l'examen juridique et le redressement des erreurs de l'administration, la liberté d'expression et de la presse, la séparation de l'Église et de l'État, ainsi que de nombreuses autres institutions visaient à un seul objectif : limiter le pouvoir discrétionnaire des fonctionnaires et mettre les individus à l'abri de l'arbitraire. L'époque du capitalisme a aboli tous les vestiges de l'esclavage et de la servitude. Elle a mis fin aux punitions cruelles et a réduit la peine pour les crimes commis au minimum indispensable pour décourager les délinquants. Elle a éliminé la torture et autres méthodes contestables infligées aux suspects et aux contrevenants.

Elle a repoussé tous les priviléges et promulgué l'égalité de tous devant la loi. Elle a transformé les sujets de la tyrannie en citoyens libres.

Les améliorations matérielles furent le fruit de ces réformes et de ces innovations concernant la direction des affaires du gouvernement. Comme tous les priviléges disparurent et que tout le monde avait obtenu le droit de contester les intérêts établis de tous les autres, on laissa les mains libres à tous ceux qui avaient l'ingéniosité nécessaire pour développer toutes les nouvelles industries qui rendent aujourd'hui les conditions matérielles du peuple plus satisfaisantes. Le chiffre de la population s'est

multiplié et pourtant la population plus nombreuse a pu bénéficier d'une vie meilleure que ses aïeux.

Il y a également toujours eu dans les pays de la civilisation occidentale des avocats de la tyrannie — de la loi de l'arbitraire absolu d'un autocrate ou d'une aristocratie d'un côté, de la sujétion de tous les autres de l'autre. Mais à l'époque des Lumières, ces voix devinrent de plus en plus rares. La cause de la liberté prévalut. Dans la première partie du XIX^e siècle, l'avancée victorieuse du principe de liberté semblait être irrésistible. Les philosophes et les historiens les plus éminents avaient la conviction que l'évolution historique tendait à l'établissement d'institutions garantissant la liberté et qu'aucune intrigue et aucune machination de la part des champions de la servilité ne pourraient empêcher cette tendance vers le libéralisme.

En traitant de la philosophie sociale libérale, il existe une disposition à ne pas voir le pouvoir d'un facteur important qui œuvra en faveur de l'idée de liberté, à savoir le rôle éminent joué par la littérature de la Grèce antique dans l'éducation de l'élite. Parmi les auteurs grecs, il y avait aussi des champions de l'omnipotence du gouvernement, comme Platon. Mais la teneur principale de l'idéologie grecque était la poursuite de la liberté. D'après les critères des institutions modernes, les cités grecques doivent être considérées comme des oligarchies. La liberté que les hommes d'État, philosophes et historiens grecs ont glorifiée comme étant le bien le plus précieux de l'homme, était un privilège réservé à une minorité. En la déniant aux métèques et aux

esclaves, ils défendaient en fait la loi despotique d'une caste héréditaire d'oligarques. Ce serait pourtant une sérieuse erreur de considérer leurs hymnes à la liberté comme des mensonges. Ils n'étaient pas moins sincères dans leurs louanges et dans leur recherche de la liberté que ne l'étaient, deux mille ans plus tard, les propriétaires d'esclaves qui signèrent la Déclaration d'Indépendance américaine. Ce fut la littérature politique des Grecs antiques qui donna naissance aux idées des Monarchomaques, à la philosophie des Whigs, aux doctrines d'Althusius, de Grotius et de John Locke, à l'idéologie des pères des constitutions modernes et des déclarations des droits. Ce furent les études classiques, caractéristique essentielle de l'éducation libérale, qui maintint vivant l'esprit de liberté dans l'Angleterre des Stuarts, dans la France des Bourbons et dans l'Italie soumise au despotisme d'une constellation de princes. Un homme comme Bismarck, qui était avec Metternich le principal ennemi de la liberté parmi les hommes d'État du XIX^e siècle, témoigne du fait que, même dans la Prusse de Frédéric-Guillaume III, le *Gymnasium*, éducation basée sur la littérature grecque et romaine, fut un bastion du républicanisme¹. Les tentatives passionnées visant à éliminer les études classiques du cursus de l'éducation libérale et à détruire ainsi en réalité sa véritable nature constituèrent l'une des manifestations principales du renouveau de l'idéologie servile.

¹ Cf. Bismarck, *Gedanken und Erinnerungen*, New York, 1898, vol. I, p. 1.

C'est un fait qu'il y a une centaine d'années seules quelques personnes anticipaient la force irrésistible que les idées antilibérales étaient destinées à acquérir en très peu de temps. L'idéal de la liberté semblait être si fermement enraciné que tout le monde pensait qu'aucun mouvement réactionnaire ne pourrait jamais réussir à l'éradiquer. Il est vrai que c'eût été une aventure sans espoir que d'attaquer ouvertement la liberté et de défendre sincèrement un retour à la sujétion et à l'esclavage. Mais l'antilibéralisme s'empara des esprits en se camouflant comme super-libéralisme, comme la réalisation et le couronnement des idées mêmes de la liberté. Il arriva déguisé en socialisme, communisme, planisme.

Aucun homme intelligent ne pouvait manquer de comprendre que les socialistes, les communistes et les planificateurs visaient à l'abolition la plus radicale de la liberté individuelle et à établir l'omnipotence du gouvernement. Pourtant, l'immense majorité des intellectuels socialistes étaient convaincus qu'en luttant en faveur du socialisme ils se battaient pour la liberté. Ils se disaient eux-mêmes de gauche et démocrates, et revendiquent même de nos jours pour eux l'épithète « libéral ». Nous avons déjà traité des facteurs psychologiques qui affaiblissent le jugement de ces intellectuels et des masses qui les suivirent. Dans leur subconscient, ils comprenaient parfaitement le fait que leur échec à atteindre les vastes buts que leur ambition les poussait à poursuivre était dû à leurs propres insuffisances. Ils savaient très bien qu'ils n'étaient soit pas

assez intelligents soit pas assez travailleurs. Mais ils ne voulaient pas s'avouer leur infériorité, ni l'avouer à leurs semblables, et cherchèrent un bouc émissaire. Ils se consolaient et essayaient de convaincre les autres que la cause de leur échec n'était pas leur propre infériorité mais l'injustice de l'organisation économique de la société. Avec le capitalisme, déclaraient-ils, la réalisation de ses objectifs n'est possible que pour un petit nombre. « La liberté dans une société de laissez-faire ne peut être atteinte que par ceux qui ont la richesse ou l'occasion de l'obtenir. »¹ Ainsi, concluaient-ils, l'État doit intervenir afin de réaliser la « justice sociale » — ce qu'ils veulent dire en réalité étant : afin de donner à la médiocrité frustrée « selon ses besoins ».

Tant que les problèmes du socialisme n'étaient qu'un sujet de débats, les gens manquant de discernement et de compréhension pouvaient être victimes de l'illusion que la liberté pourrait être préservée dans un régime socialiste. Une telle illusion ne peut plus être entretenue depuis que l'expérience soviétique a montré à tout le monde quelles sont les conditions dans une communauté socialiste.

Aujourd'hui, les apologistes du socialisme sont forcés de déformer les faits et de dénaturer la signification des mots quand ils veulent faire croire à la compatibilité du socialisme et de la liberté.

Feu le professeur Laski — qui fut en son temps un membre éminent et le président du Parti travail-

¹ Cf. H. Laski, article « Liberty » dans *Encyclopedia of the Social Science*, IX, p. 443.

liste britannique, soi-disant non communiste, voire anticomuniste — nous disait qu'il n'y avait « aucun doute qu'en Russie soviétique un communiste a un sentiment total de liberté ; et il a également sans aucun doute le sentiment aigu que la liberté lui est refusée dans l'Italie fasciste. »¹ La vérité est qu'un Russe est libre d'obéir à tous les ordres édictés par ses supérieurs. Mais dès qu'il s'écarte d'un centième de centimètre de la bonne façon de penser telle qu'elle est établie par les autorités, il est liquidié sans merci. Tous les politiciens, fonctionnaires, auteurs, musiciens et scientifiques qui furent « purgés » n'étaient — à coup sûr — pas des anticomunistes. Ils étaient, au contraire, des communistes fanatiques, des membres importants du parti, que les autorités suprêmes, en reconnaissance de leur loyauté envers les principes soviétiques, avaient promus à des postes élevés. Leur seule infraction était de n'avoir pas su adapter assez rapidement leurs pensées, politiques, livres ou compositions aux derniers changements des idées et des goûts de Staline. Il est difficile de croire que ces gens avaient « un sentiment total de liberté » si l'on n'attache pas au mot de *liberté* un sens qui est précisément le contraire de celui que tout le monde lui avait toujours attaché.

L'Italie fasciste était certainement un pays où il n'y avait pas de liberté. Elle avait adopté le célèbre modèle soviétique du « principe du parti unique » et supprimait en conséquence toutes les idées dissidentes.

¹ Cf. Laski, *loc. cit.*, p. 446-447.

dentes. Il y avait pourtant une différence manifeste entre les applications bolchevique et fasciste de ce principe. Par exemple, il y avait en Italie un ancien membre du groupe parlementaire des députés communistes, qui resta loyal jusqu'à sa mort aux principes communistes, le professeur Antonio Grazia-dei. Il touchait une pension du gouvernement à laquelle il avait droit comme professeur émérite, et était libre d'écrire et de publier, chez un des éditeurs italiens les plus importants, des livres marxistes orthodoxes. Son absence de liberté était certainement moins grande que celle des communistes russes qui, comme le professeur Laski avait choisi de le dire, avaient « sans doute » « un sentiment total de liberté ».

Le professeur Laski prenait plaisir à répéter le truisme selon lequel la liberté signifie toujours en pratique la liberté au sein de la loi. Il ajoutait que la loi vise toujours à « assurer la sécurité d'un mode de vie jugé satisfaisant par ceux qui dominent la machine de l'État. »¹ C'est une description correcte des lois d'un pays libre si elle signifie que la loi vise à protéger la société contre les conspirations voulant enflammer la guerre civile et renverser le gouvernement par la violence. Mais le professeur Laski commet une grosse erreur quand il ajoute que dans une société capitaliste « un effort de la part du pauvre pour modifier de manière radicale les droits de propriété du riche met immédiatement en danger tout l'édifice des libertés. »²

¹ Cf. Laski, *loc. cit.*, p. 446.

² Cf. Laski, *loc. cit.*, p. 446.

Prenons le cas de la grande idole du professeur Laski et de tous ses amis, Karl Marx. Quand en 1848 et 1849 ce dernier prit une part active à l'organisation et à la conduite de la révolution, d'abord en Prusse puis plus tard aussi dans d'autres États allemands, il fut — étant un étranger sur le plan légal — expulsé et déménagea, avec sa femme, ses enfants et sa bonne, d'abord à Paris puis à Londres¹. Par la suite, quand la paix revint et que les instigateurs de la révolution avortée furent amnistisés, il fut libre de retourner dans toutes les régions allemandes et fit souvent usage de cette possibilité. Il n'était plus un exilé et choisit de son propre chef de demeurer à Londres². Personne ne le brutalisa lorsqu'il fonda, en 1864, l'Association internationale des travailleurs, organisme dont l'unique but avoué était de préparer la grande révolution mondiale. Il ne fut pas arrêté quand, au nom de son association, il visita plusieurs pays du continent. Il était libre d'écrire et de publier des livres et des articles qui, pour utiliser les mots du professeur Laski, étaient certainement un effort pour « modifier de manière radicale les droits de propriété du

¹ Sur les activités de Marx dans les années 1848 et 1849, voir Karl Marx, *Chronik seines Lebens in Einzeldaten*, publié par l'Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou, 1934, pp. 43-81.

² En 1845, Marx renonça *volontairement* à sa nationalité prussienne. Quand plus tard, dans le début des années 1860, il envisagea de faire une carrière politique en Prusse, le gouvernement refusa de lui rendre sa citoyenneté. Une carrière politique se ferma ainsi devant lui. Peut-être que ce fait lui fit décider de rester à Londres.

riche. » Et il mourut tranquillement dans sa maison londonienne, 41 Maitland Park Road, le 14 mars 1883.

Ou prenons le cas du Parti travailliste britannique. Son effort pour « modifier de manière radicale les droits de propriété du riche » ne fut pas, comme le professeur Laski le savait parfaitement, empêché par la moindre action incompatible avec le principe de liberté.

Marx, le dissident, pouvait vivre, écrire et préconiser la révolution, parfaitement à l'aise, dans l'Angleterre victorienne tout comme le Parti travailliste pouvait se lancer dans toutes les activités politiques, tranquillement, dans l'Angleterre post-victorienne. En Russie soviétique, pas la moindre opposition n'est tolérée. C'est la différence entre la liberté et l'esclavage.

5. La liberté et la civilisation occidentale

Les critiques du concept légal et constitutionnel de liberté et des institutions créées pour le mettre en pratique ont raison de dire que la liberté par rapport aux actions arbitraires de la part des fonctionnaires n'est en elle-même pas suffisante pour rendre un individu libre. Mais en soulignant cette vérité indiscutable, ils enfoncent des portes ouvertes. Car aucun avocat de la liberté n'a jamais prétendu que restreindre l'arbitraire de l'administration est tout ce dont on a besoin pour rendre un citoyen libre. Ce qui donne à l'individu autant de liberté qu'il est compatible avec la vie en société, c'est le fonction-

nement de l'économie de marché. Les constitutions et les déclarations des droits ne créent pas la liberté. Elles ne font que protéger la liberté qu'accorde le système économique concurrentiel aux individus contre les empiètements de la part des pouvoirs de police.

Dans l'économie de marché, les gens ont l'occasion de lutter pour obtenir la position qu'ils souhaitent atteindre dans la structure de la division sociale du travail. Ils sont libres de choisir la vocation dans laquelle ils prévoient de servir leurs semblables. Dans une économie planifiée, ils ne disposent pas de ce droit. Les autorités déterminent le métier de chacun. L'arbitraire des supérieurs assure la promotion d'un homme à un meilleur poste ou la lui interdit. L'individu dépend entièrement des bonnes grâces de ceux au pouvoir. Mais dans un régime capitaliste, tout le monde est libre de contester les intérêts de n'importe qui. Celui qui pense pouvoir approvisionner le public mieux et moins cher que les autres, peut essayer de démontrer son efficacité. Le manque de fonds ne peut pas frustrer ses projets. Car les capitalistes sont toujours à la recherche d'hommes pouvant utiliser leurs fonds de la manière la plus rentable. Le résultat des activités industrielles d'un homme ne dépend que du comportement des consommateurs qui achètent ce qu'ils préfèrent.

Le salarié ne dépend pas plus de l'arbitraire de son employeur. Un entrepreneur qui n'arrive pas à embaucher les travailleurs les plus adaptés au travail concerné et à les payer suffisamment pour les

empêcher de prendre un autre emploi est pénalisé par une réduction de son revenu net. L'employeur n'accorde pas une faveur à ses employés. Il loue leurs services, moyen indispensable au succès de son entreprise, de la même façon qu'il achète les matières premières et les équipements de l'usine. Le travailleur est libre de trouver l'emploi qui lui convient le mieux.

Le processus de sélection sociale déterminant la position et le revenu de chacun continue sans cesse dans une économie de marché. De grandes fortunes diminuent et finissent par disparaître complètement alors que d'autres personnes, nées dans la pauvreté, grimpent vers des positions éminentes et des revenus considérables. Quand il n'y a pas de priviléges et que le gouvernement n'accorde pas sa protection à des avantages établis et menacés par la plus grande efficacité de nouveaux venus, ceux qui ont acquis la richesse par le passé sont obligés de la regagner chaque jour à nouveau, dans une compétition avec tous les autres.

Dans le cadre de la coopération sociale avec division de travail, tout le monde dépend de la reconnaissance de ses services de la part du public acheteur dont il est lui-même membre. Tout le monde, en achetant ou en s'abstenant d'acheter, est un membre de la cour suprême qui attribue à tous — et donc à lui-même — une place donnée dans la société. Tout le monde joue un rôle dans le processus qui donne à certains un revenu plus élevé, à d'autres un revenu plus faible. Chacun est libre de faire une contribution que ses semblables sont prêts

à récompenser en lui offrant un revenu plus élevé. La liberté dans un régime capitaliste veut dire : ne pas dépendre davantage de l'arbitraire des autres que les autres ne dépendent du sien. Aucune autre liberté n'est concevable quand la production est accomplie par la division du travail, et il n'y a pas d'autarcie économique parfaite possible.

Il n'est pas nécessaire de souligner que l'argument essentiel avancé en faveur du capitalisme et contre le socialisme n'est pas le fait que le socialisme doive nécessairement abolir tous les vestiges de la liberté et transformer tout le monde en esclaves des gens au pouvoir. Le socialisme est irréalisable en tant que système économique parce qu'une société socialiste n'aurait aucune possibilité de recourir au calcul économique. C'est pourquoi il ne peut pas être considéré comme un système d'organisation économique de la société. Il est une façon de désintégrer la coopération sociale et de conduire à la pauvreté et au chaos.

En traitant de la question de la liberté, on ne fait pas allusion au problème économique essentiel de l'antagonisme entre capitalisme et socialisme. On souligne plutôt que l'homme occidental, contrairement aux Asiatiques, est un être adapté à la vie en liberté et formé par la vie en liberté. Les civilisations de Chine, du Japon, de l'Inde et des pays musulmans du Proche-Orient telles qu'elles existaient avant que ces nations ne se familiarisent avec le mode de vie occidental, ne peuvent certainement pas être écartées comme simple barbarie. Ces peuples, il y a déjà plusieurs centaines, voire plu-

sieurs milliers d'années, engendrèrent de merveilleuses réalisations dans les arts industriels, en architecture, en littérature, en philosophie et dans le développement des institutions éducatives. Ils fondèrent et organisèrent de puissants empires. Mais leurs efforts s'interrompirent alors, leurs cultures s'engourdirent et ils perdirent leur capacité de se débrouiller avec succès face aux problèmes économiques. Leur génie intellectuel et artistique s'évanouit. Leurs artistes et leurs auteurs copierent carrément les modèles traditionnels. Leurs théologiens, philosophes et spécialistes du droit s'adonnèrent à des exégèses constantes des œuvres anciennes. Les monuments érigés par leurs ancêtres s'effondrèrent. Leurs empires se désintégrèrent. Leurs citoyens perdirent vigueur et énergie, et devinrent apathiques face à l'appauvrissement et au déclin progressifs.

Les anciens ouvrages de philosophie et de poésie orientales peuvent être comparés avec les plus grandes œuvres occidentales. Mais pendant plusieurs siècles, l'Orient ne générera aucun livre important. L'histoire intellectuelle et littéraire des époques modernes ne font guère mention du nom d'un quelconque auteur oriental. L'Orient n'a plus participé en quoi que ce soit à l'effort intellectuel de l'humanité. Les problèmes et les controverses qui agitèrent l'Occident demeurèrent étrangers à l'Orient. En Europe il y eut de l'agitation ; en Orient il y eut stagnation, indolence et indifférence.

La raison en est évidente. Il manque à l'Orient la chose primordiale, l'idée de liberté vis-à-vis de l'État. L'Orient n'a jamais levé la bannière de la

liberté, il n'a jamais essayé de souligner les droits de l'individu face aux pouvoirs des dirigeants. Il n'a jamais remis en question l'arbitraire des despotes. Et, par conséquent, il n'a jamais établi le cadre légal qui protégerait la richesse des citoyens privés contre la confiscation de la part des tyrans. Au contraire, dupés par l'idée que la fortune du riche est la cause de la misère du pauvre, tous ces peuples ont soutenu la pratique des gouvernants consistant à exproprier les hommes d'affaires qui réussissaient. L'accumulation de capital à grande échelle fut ainsi empêchée et ces nations durent se passer de toutes les améliorations demandant un investissement considérable en capital. Aucune « bourgeoisie » ne put se développer et il n'y eut par conséquent aucun public pour encourager et soutenir les auteurs, artistes et inventeurs. Toutes les voies permettant de se distinguer étaient fermées aux fils du peuple, à l'exception d'une seule. Ils pouvaient essayer de trouver une issue en se mettant au service des princes. La société occidentale était une communauté d'individus pouvant concourir pour les plus hautes récompenses. La société orientale était un agglomérat de sujets totalement dépendants des bonnes grâces des souverains. La jeunesse alerte de l'Occident regarde le monde comme un champ d'action dans lequel elle peut gagner la célébrité, l'éminence, les honneurs et la richesse ; rien ne semble trop difficile à son ambition. L'humble progéniture des parents orientaux ne sait faire rien d'autre que de suivre la routine de son environnement. La noble confiance en soi de l'homme occi-

dental a trouvé une expression triomphante dans des dithyrambes comme l'hymne du chœur de Sophocle d'Antigone à propos de l'homme et de son effort d'entreprise et comme la Neuvième Symphonie de Beethoven. Rien de ce genre n'a été entendu en Orient.

Est-il possible que les descendants des bâtisseurs de la civilisation de l'homme blanc renoncent à leur liberté et se rendent volontairement à la suzeraineté du gouvernement omnipotent ? Qu'ils cherchent la satisfaction dans un système où leur seule tâche serait de servir de rouages dans une vaste machine construite et dirigée par un planificateur tout-puissant ? La mentalité des civilisations arrêtées doit-elle balayer les idéaux pour lesquels des milliers et des milliers ont sacrifiés leurs vies ?

Ruere in servitium, ils plongèrent dans la servitude, observa tristement Tacite en parlant des Romains de l'époque de Tibère.

5.

« ANTICOMMUNISME » CONTRE CAPITALISME

La stabilité et l'immobilité ne se trouvent jamais et nulle part dans l'univers. Le changement et la transformation sont des traits essentiels de la vie. Tout état de choses est transitoire ; toute époque est époque de transition. Il n'y a jamais dans la vie humaine ni calme ni repos. La vie est un processus et non la persistance d'un *statu quo*. L'esprit humain s'est pourtant toujours laissé bercer par l'image d'une existence immuable. Le but avoué des mouvements utopiques est de mettre fin à l'histoire et d'établir un calme final et permanent.

Les raisons psychologiques de cette tendance sont évidentes. Tout changement modifie les conditions extérieures de la vie et du bien-être et oblige les gens à s'adapter de nouveau à la modification de leur environnement. Il nuit aux intérêts établis et menace les méthodes traditionnelles de production et de consommation. Il gêne tous ceux qui sont intellectuellement inertes et qui craignent de modifier leur mode de pensée. Le conservatisme est contraire à la nature même de l'action humaine, mais il a toujours été le programme chéri de nombreuses personnes, des individus apathiques qui résistent obstinément à toute tentative d'améliorer leur propre situation, tentative que la minorité de per-

sonnes entreprenantes met en marche. En utilisant le terme de *réactionnaires* on se réfère la plupart du temps uniquement aux aristocrates et aux prêtres qui désignent leurs partis comme conservateurs. Pourtant, les exemples les plus remarquables de l'esprit réactionnaire furent fournis par d'autres groupes : par les guildes des artisans qui bloquaient l'entrée de nouveaux venus dans leur domaine d'activité ; par les fermiers qui demandaient des tarifs protecteurs, des subventions et la « parité des prix » ; par les salariés hostiles aux améliorations techniques, encourageant la limitation du rendement et d'autres pratiques similaires.

La vaniteuse arrogance des gens de lettres et des artistes bohèmes rejette les activités des industriels, considérées comme des affaires lucratives non intellectuelles. La vérité est que les entrepreneurs et les promoteurs font preuve de plus grandes facultés intellectuelles et de plus d'intuition que l'écrivain et le peintre moyens. L'infériorité de nombreux intellectuels autopropagandisés se manifeste précisément dans le fait qu'ils n'arrivent pas à saisir quelle capacité et quel pouvoir de raisonnement sont nécessaires pour conduire avec succès une entreprise commerciale.

L'émergence d'une classe nombreuse de ce genre d'intellectuels frivoles est l'un des phénomènes les moins bien venus de l'époque du capitalisme moderne. Leur agitation affichée rebute les personnes avisées. Ils représentent une nuisance. On ne ferait directement de tort à personne en faisant quelque chose pour mettre un frein à tout leur tintouin,

voire mieux, pour éliminer totalement leurs cliques et leurs coteries.

Toutefois, la liberté est indivisible. Toute tentative de restreindre la liberté de ces littérateurs et pseudo-artistes pénibles et décadents donnerait aux autorités le pouvoir de déterminer ce qui est bien et ce qui est mal. Ce serait une socialisation des entreprises intellectuelles et artistiques. Il est peu probable que cela éliminerait les individus inutiles et critiquables, mais il est certain que cela mettrait des obstacles insurmontables sur la route du génie créateur. Les pouvoirs en place n'aiment pas les nouvelles idées, les nouvelles façons de penser et les nouveaux styles artistiques. Leur suprématie conduirait à une discipline stricte : elle apporterait stagnation et déclin.

La corruption morale, la licence et la stérilité intellectuelle d'une classe de soi-disant auteurs et artistes obscènes est le tribut que l'humanité doit payer si l'on ne veut pas empêcher les pionniers créateurs d'accomplir leur œuvre. La liberté doit être accordée à tous, même aux individus abjects, afin de ne pas gêner le petit nombre qui peut en user au bénéfice de l'humanité. La licence dont ont pu jouir quelques personnages minables du *quartier Latin*¹ était l'une des conditions ayant rendu possible l'avènement de quelques grands écrivains, peintres et sculpteurs. La première chose dont un génie a besoin, c'est de respirer un air libre.

¹ En français dans le texte. NdT.

Après tout, ce ne sont pas les doctrines superficielles des bohèmes qui créent le désastre, mais le fait que le public soit prêt à les accueillir favorablement. Le véritable mal, c'est la réponse à ces pseudo-philosophies en provenance des faiseurs de l'opinion publique puis plus tard en provenance des masses abusées. Les gens désirent ardemment soutenir les principes qu'ils considèrent comme étant à la mode, de peur d'apparaître rustres et ringards.

L'idéologie la plus pernicieuse des soixante dernières années fut le syndicalisme de Georges Sorel et son enthousiasme pour l'*action directe*¹. Crée par un intellectuel français frustré, elle s'empara rapidement des gens de lettres de tous les pays d'Europe. Ce fut un facteur déterminant dans la radicalisation de tous les mouvements subversifs. Elle influença le royalisme, le militarisme et l'antisémitisme français. Elle joua un rôle important dans l'évolution du bolchevisme russe, du fascisme italien et du jeune mouvement allemand qui conduisit finalement au développement du nazisme. Elle transforma les partis politiques, qui cherchaient alors à remporter la victoire lors des campagnes électorales, en factions comptant sur l'organisation de bandes armées. Elle porta le discrédit sur le gouvernement représentatif et sur la « sécurité bourgeoise ». Elle prêcha l'évangile de la guerre civile et de la guerre contre l'étranger. Son slogan principal était : la violence et encore la violence. L'état actuel des affaires européennes est en grande partie le

¹ En français dans le texte. NdT.

résultat de la prédominance des enseignements de Sorel.

Les intellectuels furent les premiers à saluer les idées de Sorel : ils les rendirent populaires. Mais la teneur de son idéologie était évidemment anti-intellectuelle. Elle s'opposait au raisonnement froid et à la réflexion posée. Ce qui comptait pour Sorel, c'était uniquement l'action, à savoir l'acte de violence pour la violence. Battez-vous pour un mythe, quoi qu'il puisse vouloir dire, tel était son conseil. « Quand on se place sur ce terrain des mythes, on est à l'abri de toute réfutation. »¹ Quelle merveilleuse philosophie que de détruire pour détruire. Ne parlez pas, ne raisonnez pas, tuez ! Sorel rejettait « l'effort intellectuel », même celui des champions littéraires de la révolution. Le but essentiel du mythe est de conduire « les hommes à se préparer à un combat pour détruire ce qui existe. »²

Pourtant, la responsabilité de la diffusion de la pseudo-philosophie destructionniste ne vient pas de Sorel ni de ses disciples, Lénine, Mussolini et Rosenberg, ni encore de la cohorte de littérateurs et d'artistes irresponsables. La catastrophe est survenue parce que, depuis des décennies, presque personne n'a essayé d'examiner de manière critique, et d'éradiquer, le goût de la gâchette des desperados fanatiques. Même les auteurs qui s'abstenaient d'accepter sans réserve l'idée d'une violence impruden-

¹ Cf. G. Sorel, *Réflexions sur la violence*, 3^e éd. Paris, 1912, p. 49 [Introduction, partie 4. NdT].

² Cf. Sorel, *loc. cit.*, p. 46.

te essayaient de trouver une interprétation bienveillante aux pires excès des dictateurs. Les premières objections timides furent émises quand — très tardivement en réalité — les instigateurs intellectuels de ces politiques commencèrent à comprendre que même le soutien enthousiaste à l'idéologie totalitaire ne leur garantissait pas l'immunité contre la torture et l'exécution.

Il existe aujourd'hui un faux front anticommuniste. Ce que ces individus, qui s'appellent eux-mêmes « anticommunistes de gauche »¹ et que les gens sérieux appellent plus correctement « anti-anticommunistes », recherchent, c'est le communisme sans les caractéristiques nécessaires et intrinsèques du communisme qui sont encore difficiles à avaler pour les Américains. Ils font une distinction illusoire entre communisme et socialisme et — assez paradoxalement — cherchent un appui à leur proposition d'un socialisme non communiste dans un ouvrage que ses auteurs ont intitulé le *Manifeste communiste*. Ils pensent avoir démontré le bien-fondé de leur cas en employant des noms d'emprunt pour le socialisme, comme planification ou État-providence. Ils prétendent rejeter les aspirations révolutionnaires et dictatoriales des « Rouges » et font en même temps l'éloge, dans des livres et des revues, dans les écoles et les universités, de Karl Marx, le champion de la révolution communiste et de la dictature du prolétariat, en le saluant comme l'un des plus grands économistes, philosophes et

¹ Mises utilise le terme « *anticommunist liberals* ». NdT.

sociologues et comme le bienfaiteur et le libérateur éminent de l'humanité. Ils veulent nous faire croire que le totalitarisme non totalitaire, sorte de carré triangulaire, serait le remède miracle à tous nos maux. À chaque fois qu'ils émettent la moindre réserve sur le communisme, ils s'empressent d'insulter le capitalisme avec des termes empruntés au vocabulaire des injures de Marx et de Lénine. Ils soulignent qu'ils exècrent le capitalisme bien plus fortement que le communisme et justifient tous les actes répugnantes des communistes en parlant des « horreurs innommables » du capitalisme. Bref, ils prétendent lutter contre le communisme en essayant de convertir les gens aux idées du *Manifeste communiste*.

Ce que ces soi-disant « anticomunistes de gauche » combattent, ce n'est pas le communisme en tant que tel, mais un système communiste dans lequel ils ne seraient pas eux-mêmes au sommet. Ce qu'ils veulent, c'est un système socialiste, c'est-à-dire communiste, où eux-mêmes, ou leurs plus proches amis, tiendraient les rênes du gouvernement. Il serait peut-être exagéré de dire qu'ils brûlent d'un désir de liquider les autres. Ils ne veulent tout simplement pas être liquidés. Dans une communauté socialiste, seuls l'autocrate suprême et ses sbires en sont assurés.

Un mouvement « anti-quelque chose » ne fait preuve que d'une attitude négative. Il n'a strictement aucune chance de réussir. Ses diatribes enflammées font en fait la publicité du programme qu'il attaque. Les gens doivent se battre pour quel-

que chose qu'ils veulent faire réussir, et non pas simplement pour repousser un mal, aussi grand soit-il. Ils doivent, sans réserve, soutenir le programme de l'économie de marché.

Le communisme aurait aujourd'hui, après les désillusions apportées par les actions des soviétiques et le lamentable échec de toutes les expériences socialistes, peu de chance de succès dans l'Occident s'il n'y avait pas ce faux anticomunisme.

La seule chose qui puisse empêcher les nations civilisées de l'Europe de l'Ouest, de l'Amérique et de l'Australie d'être réduites en esclavage par la barbarie de Moscou, c'est un soutien ouvert et sans réserve du capitalisme de laissez-faire.

TABLE DES MATIÈRES

Préface, par Leonardo de Vio	5
LA MENTALITÉ ANTI-CAPITALISTE (1956)	
Introduction	11
I. La caractéristique sociale du capitalisme et les causes psychologiques de sa diabolisation.	13
II. La philosophie sociale de l'homme ordinaire	49
III. La littérature dans un régime capitaliste	65
IV. Les objections non économiques au capi- talisme	93
V. « Anticommunisme » contre capitalisme	129

